



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Progrès par l'innovation



OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL 2024



**TRANSFORMER LES DÉFIS
EN SOLUTIONS DURABLES**
L'ère nouvelle de la politique
industrielle

Aperçu

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL 2024

TRANSFORMER LES DÉFIS EN SOLUTIONS DURABLES
L'ère nouvelle de la politique industrielle

À propos de l'ONUDI

L'ONUDI est une agence spécialisée des Nations Unies ayant pour mandat unique est de promouvoir, dynamiser et accélérer le développement industriel. Si ce mandat se reflète spécifiquement dans l'objectif de développement durable (ODD) 9 : « Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation », les activités de l'ONUDI n'en contribuent pas moins à tous les ODD. La vision de l'ONUDI est celle d'un monde sans pauvreté ni faim, où l'industrie est le moteur d'économies à faibles émissions, améliore le niveau de vie et préserve un environnement vivable pour les générations actuelles et futures, sans laisser personne de côté.

Clause de non-responsabilité

Les dénominations utilisées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni au tracé de leurs frontières ou limites, ni à leur système économique ou à leur degré de développement. Les qualificatifs tels que « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont utilisés à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le stade atteint par un pays ou une zone particulière dans le processus de développement. La mention de noms de sociétés ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation de la part de l'ONUDI.

Copyright © 2023 ONUDI



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, novembre 2023

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	6
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	8
REMERCIEMENTS.....	10

PARTIE A

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE : UNE SOLUTION POUR RELEVER LES DÉFIS MONDIAUX ET ACCÉLÉRER LES PROGRÈS PAR RAPPORT AUX ODD

12

Section 1. Les défis mondiaux.....	14
Section 2. L'industrie apporte des solutions...	20
Section 3. Façonner l'avenir : la prochaine génération de politique industrielle.....	26
Section 4. Transformer les défis en opportunités : la nouvelle donne de la mondialisation équitable et de la solidarité.....	38

PARTIE B

POLITIQUES INDUSTRIELLES EN ACTION : PERSPECTIVES RÉGIONALES

42

Section 5. Afrique : de l'évaluation des ODD aux solutions politiques	44
Section 6. Asie-pacifique : de l'évaluation des ODD aux solutions politiques.....	50
Section 7. Europe de l'Est : de l'évaluation des ODD aux solutions politiques....	54
Section 8. Amérique latine et Caraïbes : de l'évaluation des ODD aux solutions politiques.....	58

NOTES ET RÉFÉRENCES

62

AVANT-PROPOS

Gerd Müller

Directeur général

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)



L'ONUDI est une agence spécialisée du système des Nations Unies dont le mandat unique est de promouvoir et renforcer le développement industriel durable. Face aux multiples crises mondiales que nous affrontons ensemble aujourd'hui, ce mandat est plus important que jamais.

Dans le monde qui nous entoure, les défis qui se présentent à nous ne sont que trop clairs. Un monde en proie à de nombreux conflits et guerres. Un monde où un milliard de personnes se couchent chaque jour le ventre vide et luttent contre la pauvreté et la malnutrition. Un monde où les ressources sont rares, où l'accès à l'eau potable est précaire. Un monde où les pays du Sud, en particulier, subissent les effets du changement climatique et où les plus pauvres sont les plus durement touchés. Un monde où les pays en développement ont encore du mal à se remettre complètement des conséquences de la pandémie de COVID-19. Enfin, un monde où le fossé entre les pays riches et les pays en développement ne cesse de se creuser.

Dans le monde où nous vivons, tout est interdépendant, tout est lié. Nous devons reconnaître que nous partageons tous la même planète et que nous sommes responsables de l'évolution du monde qui, en fin de compte, a un impact sur chacun d'entre nous.

Aujourd'hui, 10 % des personnes les plus aisées, résidant principalement dans les pays industrialisés, possèdent 90 % des richesses et 20 % de la population mondiale sont responsables de 80 % des émissions mondiales et de la pollution de l'environnement, et il nous faut reconnaître que quelque chose ne va pas dans la façon dont nous coopérons en tant que monde. Je répète donc que les pays industrialisés ont une responsabilité particulière : un devoir de solidarité. Ils doivent respecter leurs nombreux engagements en faveur du développement. Ensemble, nous devrions exiger beaucoup plus fermement que les pays industrialisés atteignent l'objectif de 0,7 % de leur PIB consacré aux dépenses de développement.

Ce dont nous avons besoin c'est un nouveau code éthique mondial de responsabilité et une réflexion sur nos modèles de croissance, de mondialisation et de développement durable. Cela nécessite un juste équilibre des intérêts entre les riches et les pauvres, entre les pays industrialisés, les pays en développement et les économies émergentes. Nous disposons des technologies, des connaissances et des ressources d'investissement nécessaires pour apporter des réponses efficaces aux défis mondiaux croissants. Mais la connaissance seule ne suffit pas. Les pays du Sud ont besoin d'une perspective de développement. Une condition préalable est l'accès à l'énergie durable pour tous, car celle-ci constitue la base de tout développement. En outre, la population croissante des pays en développement aura besoin d'emplois décents – que l'industrie peut lui fournir ! Nous avons besoin d'investissements à long terme dans le développement industriel durable, de formations qualifiantes et, surtout, d'un véritable partenariat et d'une solidarité à l'échelle mondiale pour offrir aux centaines de millions de jeunes du monde entier une vision prometteuse de leur avenir. Le monde doit agir maintenant et ensemble pour notre bénéfice commun et notre avenir à tous.





RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Nous vivons dans un monde complexe et plein de défis, marqué par la raréfaction des ressources, le réchauffement climatique et l'aggravation des disparités socioéconomiques qui affectent de manière disproportionnée les pays en développement. Face à ces défis, le monde d'aujourd'hui est également caractérisé par des percées technologiques offrant des possibilités sans précédent d'accélérer un développement inclusif et durable.

Le Rapport sur le développement industriel 2024 souligne le rôle central du secteur industriel dans la mise en œuvre de solutions de développement durable, compte tenu de son fort impact sur les objectifs sociétaux et environnementaux. L'industrialisation durable implique la lutte contre le changement climatique, l'accélération de la croissance économique et la création de millions d'emplois décents, tout en exploitant les technologies de pointe. Le rapport souligne que chaque emploi dans l'industrie manufacturière crée en moyenne 2,5 emplois dans d'autres secteurs de l'économie, l'industrie manufacturière contribuant de manière significative à l'innovation verte par rapport à d'autres secteurs : 60 % de l'ensemble des brevets verts du monde entier sont détenus par des entreprises industrielles. Il est donc essentiel d'accélérer le développement industriel durable pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Toutefois, l'industrialisation ne se fait pas toute seule. Elle requiert des investissements, des efforts coordonnés et des politiques soigneusement conçues. Les politiques industrielles de l'avenir ne peuvent se contenter de reproduire celles du passé. Le présent rapport plaide en faveur d'une nouvelle ère de politiques industrielles modernes comportant quatre éléments importants.

Premièrement, les politiques industrielles modernes devraient s'aligner sur les ODD. Deuxièmement, elles doivent être prêtes pour l'avenir et, dès le départ, prendre en compte les grandes tendances qui remodelent le monde : la transition énergétique, la quatrième révolution industrielle, le rééquilibrage de la production mondiale et des flux commerciaux, ainsi que les tendances démographiques. Troisièmement, les politiques industrielles modernes doivent être fondées sur la collaboration. Les gouvernements ne peuvent résoudre seuls les défis actuels. L'industrie et les entreprises doivent conjointement contribuer à l'élaboration des politiques et en garantir une mise en œuvre efficace dans le contexte du développement du secteur privé. Enfin, ces politiques devraient être coordonnées au niveau régional afin d'atténuer les tensions et de libérer tout le potentiel de coopération entre voisins.

Le RDI24 (IDR24 en anglais) introduit une nouvelle approche d'évaluation exhaustive des progrès réalisés en matière d'industrialisation durable. Cette approche prend en compte plusieurs indicateurs. Outre l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure), elle prend également en compte l'ODD 7 (énergie abordable et propre) et l'ODD

8 (travail décent et croissance économique). Le rapport analyse les dernières données disponibles depuis 2021. Pour évaluer la rapidité des progrès, les données pré-COVID de 2009-2019 ont été utilisées, en supposant que la plupart des secteurs industriels sont revenus ou reviendront bientôt aux tendances d'avant la COVID. Les résultats de l'analyse sont clairs. Les progrès mondiaux vers les ODD liés à l'industrie ont été beaucoup trop lents et ont été encore ralentis par la pandémie de COVID-19. Une attention urgente est requise, en particulier dans les pays en développement, dans trois domaines critiques : l'énergie propre, les emplois décents et l'innovation.

En 2021, les pays en développement accusaient un retard de 80 points de pourcentage par rapport aux objectifs liés à l'innovation pour 2030 et les progrès antérieurs à la COVID étaient également décevants. Il aurait fallu plus d'un siècle pour atteindre les objectifs, car seulement 0,33 point de pourcentage de l'écart par rapport à l'objectif a été réduit chaque année. Ainsi, à ce rythme, même en revenant aux tendances antérieures à la COVID-19, la réalisation des objectifs est hors de portée. Un tableau similaire se dessine pour l'emploi et l'énergie propre.

L'évaluation des progrès régionaux met en évidence que les domaines prioritaires d'investissement et d'intervention diffèrent d'une région à l'autre. Ce fait doit être pris en compte lors de l'élaboration des futures politiques industrielles. Par exemple, 90 % de la population des pays en développement, en moyenne, avait accès à l'énergie en 2021, contre seulement 60 % en Afrique. Cela souligne l'urgence nécessaire de canaliser des investissements ciblés vers l'accès à l'énergie sur le continent africain. En outre, il est particulièrement préoccupant de constater que les performances du secteur industriel diminuent dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, alors que la région s'approchait déjà des objectifs de 2030. Aujourd'hui, la région montre des signes de désindustrialisation prématurée, alors que les pays en développement progressent généralement dans la réduction de l'écart par rapport aux objectifs de performance industrielle.

Des politiques industrielles modernes et efficaces ne peuvent suffire à elles seules si elles ne sont pas accompagnées d'un niveau totalement inédit de coopération et de solidarité internationales. Cela nécessite non seulement un transfert d'expertise et de technologies, mais aussi des investissements avec une vision à long terme pour induire un véritable changement structurel. La communauté internationale doit s'engager à accroître le financement durable et à transformer le système financier mondial en mettant l'accent sur l'équité et les besoins des pays en développement. En outre, nous devons investir davantage dans notre principal atout, à savoir doter les jeunes du monde entier des compétences dont ils ont besoin pour avoir un avenir prometteur.

Ce document de synthèse, préparé pour la vingtième session de la Conférence générale de l'ONUDI, présente les principales conclusions et les messages clés du RDI24.



REMERCIEMENTS

Le *Rapport sur le développement industriel 2024* (RDI24 ou IDR24 en anglais) a été préparé sous la direction générale de Gerd Müller, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il est le résultat d'efforts de recherche intenses, de discussions fructueuses et d'une collaboration étroite entre l'ONUDI et les institutions partenaires de recherche, les experts mondiaux et les décideurs politiques du monde entier. L'équipe interne était dirigée par Cristiano Pasini, directeur de la Division développement des capacités, conseil en politique industrielle, et statistiques, et Nobuya Haraguchi, chef de l'Unité de recherche sur la politique industrielle. Alejandro Lavopa a coordonné le processus de production et joué un rôle déterminant dans l'achèvement du rapport. L'équipe interne était composée de Fernando Cantu, Carolina Donnelly, Charles Fang Chin Cheng, Muazu Ibrahim, Gina Martí, María de las Mercedes Menéndez, Federico Riccio et Cecilia Seri.

Une série de rapports régionaux commandés pour l'occasion a soutenu la rédaction de cette édition du RDI. Ces rapports ont été soumis par les experts suivants : João Carlos Ferraz et Wilson Peres, Institut d'économie de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (IE-UFRJ) ; Ashraf Mishrif, chaire d'études économiques de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oman à l'Université Sultan Qaboos ; Dato' Rajah Rasiah, Institut Asie-Europe (AEI) à l'Université de Malaya ; Fiona Tregenna, Rex Asiama, Elvis Avenyo, Alexis Habiyaremye et Phumzile Allison Ncube, Chaire de recherche sud-africaine en développement industriel (SARChI) à l'Université de Johannesburg ; Zuzana Zavorská, Nikita Egorov, Branimir Jovanović et Olga Pindyuk, Institut viennois d'études économiques internationales (WIIW). Des documents de référence supplémentaires ont été produits par Antonio Andreoni, SOAS *University of London* ; Victor Delbuono et Carlos Freytes, FundAR ; Mateus Labrunie, David Leal-Ayala, Carlos López-Gómez, Jennifer Castañeda-Navarrete, Michele Palladino, et Zongshuai Fan, *Cambridge Industrial Innovation Policy*, IfM Engage, Université de Cambridge ; Clemente Ruiz Durán, *Universidad Nacional Autónoma de México* ; Marco Sanfilippo, *University of Torino* ; et Roman Stöllinger, *Delft University of Technology*.

Le rapport a grandement bénéficié d'une consultation régionale avec des représentants des États membres de l'ONUDI et d'éminents experts régionaux sur la politique industrielle pour l'accélération des ODD, qui s'est tenue à Vienne en juin 2023. Cette consultation a été rendue possible grâce aux efforts d'un groupe de travail interne dirigé par Ciyong Zou, adjoint au directeur général et directeur général de la Direction de la coopération technique et du développement industriel durable, et composé de

Fakhruddin Azizi, Julius Blaser, Rana Ghoneim, Christoph Klose, Virpi Stucki et Florentina-Roxana Vataselu-Jitariu. Le personnel de l'ONUDI suivant a également contribué à l'organisation de ces consultations : Tsung Ping Chung, Victor Djemba, Solomiya Omelyan, Cecilia Ugaz et Jie Zhao.

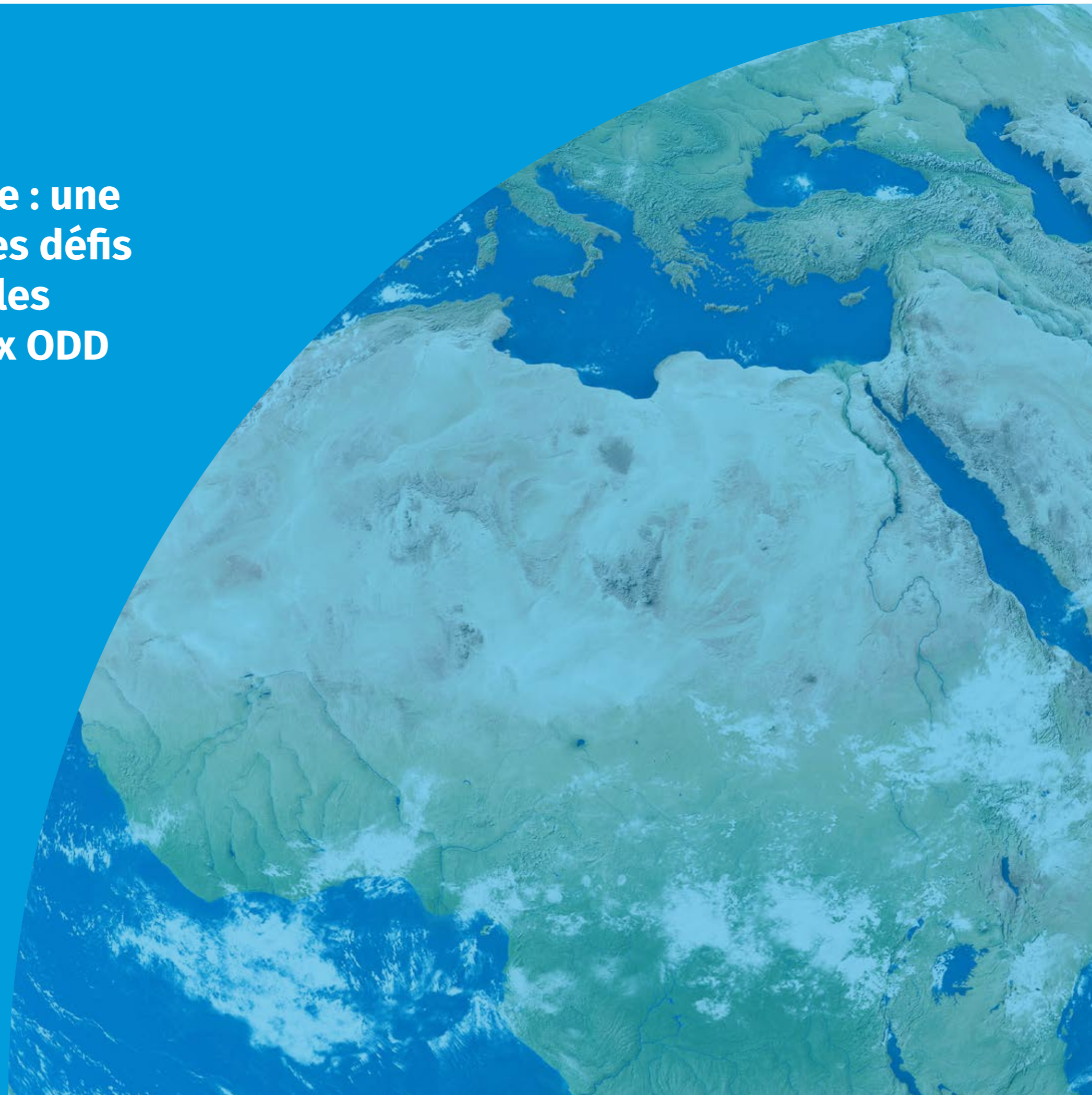
De nombreux concepts introduits et élaborés dans le rapport ont été présentés et discutés lors de deux ateliers réunissant des experts internationaux en juin et septembre 2023. Au cours de ces réunions, Salim Araj, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) ; Mulu Gebreeyesus, *Barnard College, Columbia University* ; Anders Jonsson, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) ; Andrea Laplane, Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont formulé des commentaires pertinents ; Adam Elhiraika et Olayinka Lawal Bandele, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) ; Keun Lee, Université Seul ; Yusuke Tateno, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (UNESCAP), Wang Yong, Université de Pékin ; et Murat Yülek, Université de commerce d'Istanbul. Le rapport a également grandement bénéficié des commentaires constructifs formulés par les collègues de l'ONUDI lors de diverses réunions et présentations : Julius Blaser, Nicola Cantore, Helmut Fleischer, Alla Metelitsa, Fernando Santiago, Stephanie Von Ehrlich et Natascha Weisert.

Nous remercions tout particulièrement le professeur Jeffrey Sachs, qui nous a guidés tout au long de l'élaboration du rapport, ainsi que les autres éminents experts et dirigeants régionaux qui nous ont fait part de précieuses déclarations sur les sujets abordés dans le rapport : Olga Algayerova, Rebeca Grynspan, Justin Yifu Lin, Andrea Illy, Marianna Mazzucato, Albert Muchanga et José Antonio Ocampo. Nous remercions les représentants spéciaux de l'ONUDI pour les différentes régions, Fatou Haidara, Josef-Christoph Karl Pelikan, Cecilia Ugaz et Yuko Yasunaga, pour leurs commentaires et leur soutien tout au long du processus de formulation. Notre gratitude va également à nos collègues de l'ONUDI Akos Koeszegvary et Andrea de Marco qui ont facilité la communication avec les représentants du secteur privé.

Nevena Nenadić et Iguaraya Saavedra, membres du personnel de l'ONUDI, ont apporté un soutien administratif important et Niki Rodousakis a fourni une assistance à la révision. Le rapport a été édité par Goranka Crété et conçu par Mauricio Mondragón. La traduction française a été réalisée par JPD Systems, LLC et révisée par Simon Nicolai qui a relu le document et contribué à son amélioration stylistique.

PARTIE A

La politique industrielle : une solution pour relever les défis mondiaux et accélérer les progrès par rapport aux ODD



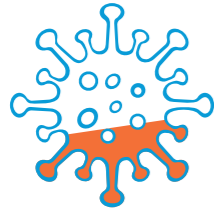
SECTION 1. LES DÉFIS MONDIAUX

- 1.1 La polycrise mondiale frappe les pays en développement : les progrès par rapport aux ODD sont entravés
- 1.2 Les mégatendances qui redessinent le monde : les pays en développement risquent d'être mis à l'écart



POLYCRISE MONDIALE...

Causes



Pandémie de COVID-19



Conflits armés



Catastrophes dues au climat

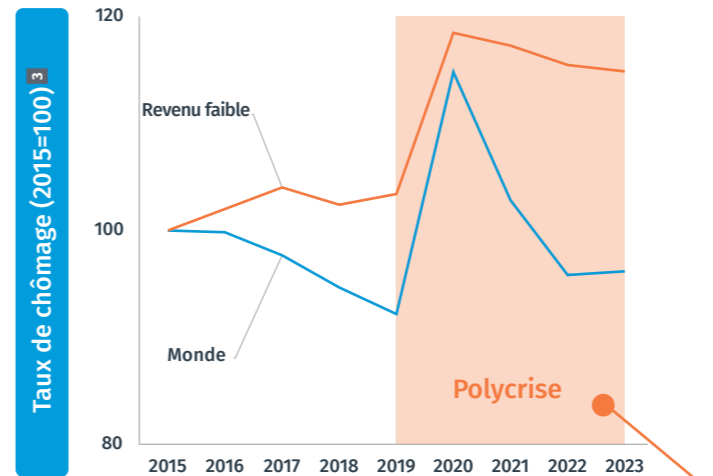
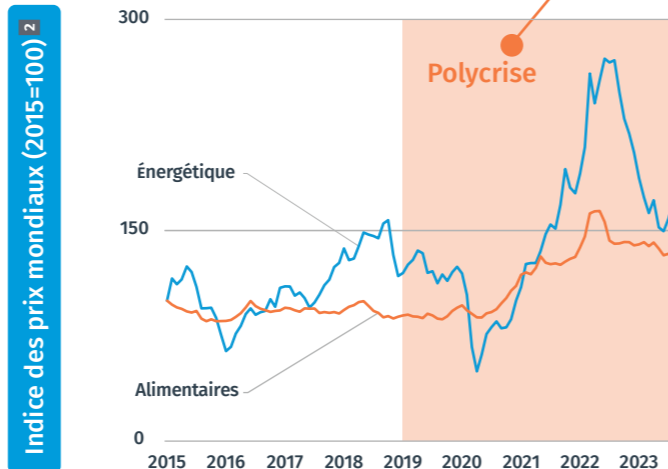
FRAPPE LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT...

Conséquences

- Hausse de l'inflation et du chômage
- Perturbations des chaînes de valeur
- Augmentation sans précédent de l'extrême pauvreté et de la faim

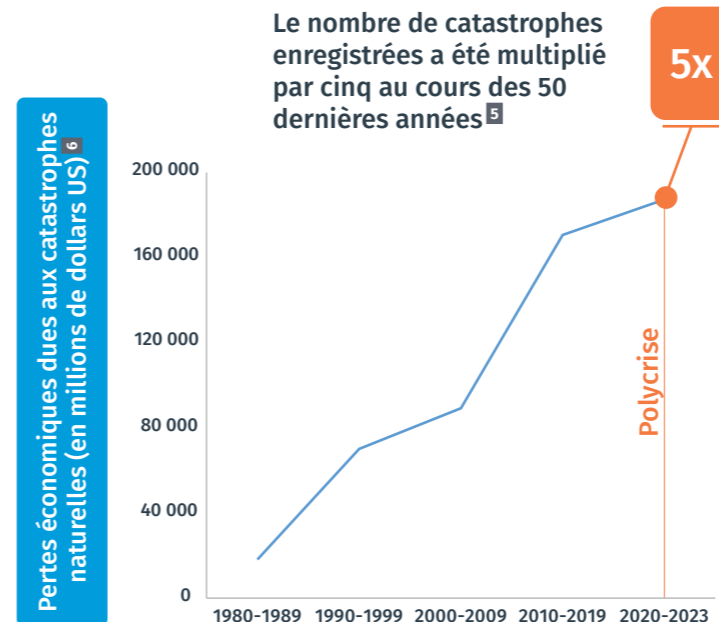
En 2022, 122 millions

de personnes supplémentaires ont été confrontées à la faim par rapport à 2019, avant la pandémie mondiale.¹



On estime que 70 millions

de personnes supplémentaires vivent dans l'extrême pauvreté⁴



Le nombre de catastrophes enregistrées a été multiplié par cinq au cours des 50 dernières années⁵

Les effets persistants de la COVID-19, amplifiés par un nombre croissant de conflits armés et de catastrophes liées au changement climatique, ont eu des conséquences dramatiques dans le monde entier.

- Les licenciements massifs et les fortes hausses de prix dues à la COVID-19 et au conflit armé en Ukraine ont entraîné une augmentation de l'extrême pauvreté⁴ et de la privation de nourriture.¹ Les pertes économiques ont été multipliées par sept depuis 1970 en raison de catastrophes liées au changement climatique.⁵
- Les pays à faible revenu ont été les plus durement touchés. Au niveau mondial, les taux de chômage et la production sont revenus à leurs valeurs d'avant la crise de la COVID-19, tandis que dans les pays à faible revenu, la reprise a été beaucoup plus lente. En même temps, la flambée des prix des denrées alimentaires a été particulièrement sévère pour les pays à faible revenu, qui sont plus dépendants de l'alimentation. On estime également que les pays à faible revenu perdent 1 % de leur PIB par an à cause des catastrophes liées au climat, contre 0,2 % dans les pays à revenu élevé.⁷

LES PROGRÈS DE L'ODD SONT MENACÉS : STOPPÉS OU INVERSÉS

15 %
En bonne voie

48 %
Modérément ou gravement en retard

37 %
Stagnation

Les effets combinés de la polycrise mettent en péril la réalisation de tous les ODD.⁸ À mi-parcours de l'Agenda 2030, il est peu probable que les ODD soient atteints. Il est urgent de corriger la trajectoire.



Transition énergétique

Le changement climatique requiert une révision radicale des modes de production pour réduire les émissions et la dégradation de l'environnement. Les sources d'énergie renouvelables sont des éléments clés de ce nouveau paysage. Des réglementations environnementales plus strictes s'accompagneront de nouveaux défis.

1

Un changement substantiel de pouvoir économique est en train de s'opérer. L'Asie-Pacifique en développement est un nouveau pôle émergent de l'économie mondiale, principalement grâce à une intégration rapide dans les chaînes de valeur mondiales (CVM). Les tensions géopolitiques croissantes et les tendances à la délocalisation pourraient inverser cette tendance.

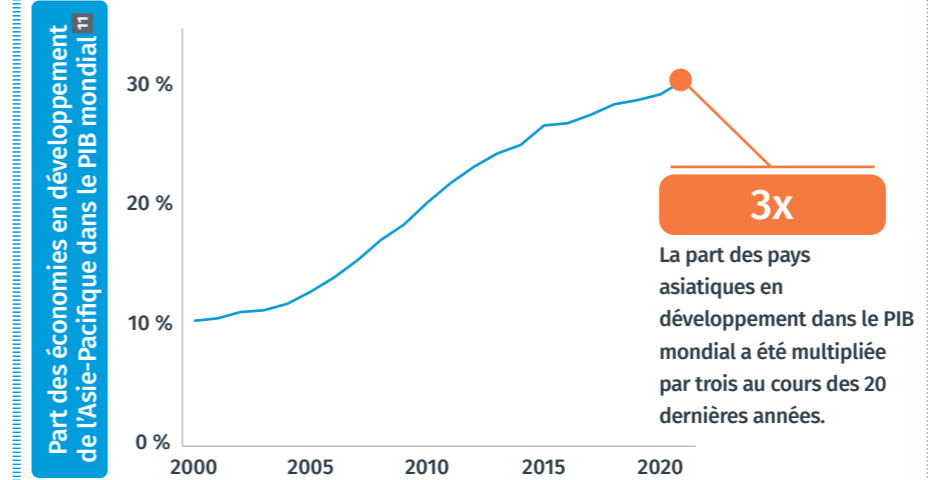
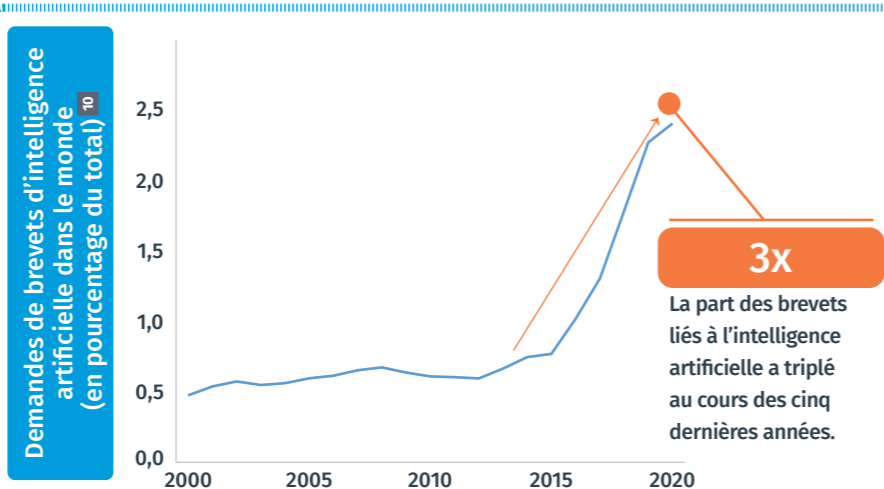
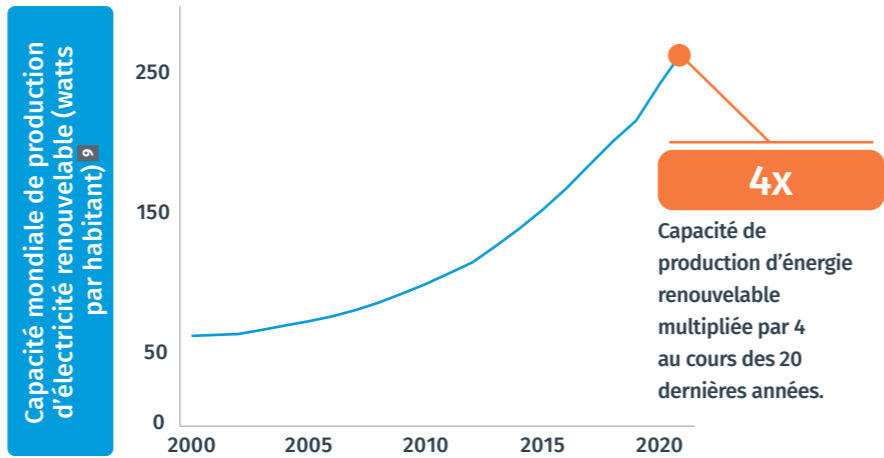
3

Rééquilibrage mondial



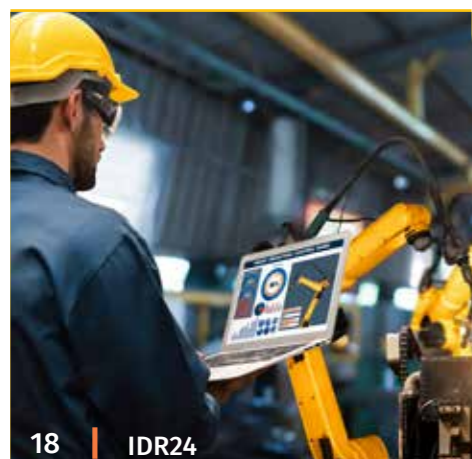
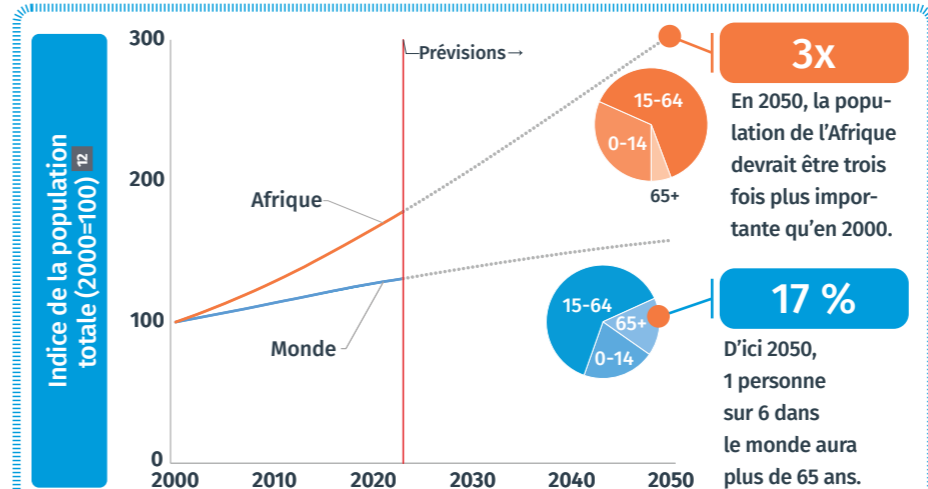
Défis

- Le monde évolue rapidement, en particulier dans le domaine des technologies de pointe. Ces innovations peuvent servir de catalyseurs pour le développement durable, mais les pays qui n'ont pas accès aux technologies émergentes risquent d'être laissés à la traîne.
- Ces transformations posent de nouveaux défis aux pays cherchant à sortir de la polycrise et à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD.



Solutions

- Les États doivent prendre des mesures pour assurer une sortie rapide de la polycrise et accélérer les progrès vers le développement durable.
- Cela implique des investissements massifs et des politiques appropriées pour orienter ces investissements vers les secteurs les plus bénéfiques.



Quatrième révolution industrielle

Les technologies de l'industrie 4.0, telles que l'intelligence artificielle, la robotique avancée, l'internet des objets, la fabrication additive, l'analyse des données de masse et l'informatique en nuage, sont en train de remodeler notre façon de vivre, de consommer et de produire.

2

La croissance démographique constante dans les pays en développement et le vieillissement rapide de la population dans les pays avancés constituent des défis majeurs pour le développement futur. La demande de denrées alimentaires, d'énergie et de médicaments ainsi que le besoin d'emplois supplémentaires augmenteront considérablement dans le monde entier.

4

Transitions démographiques



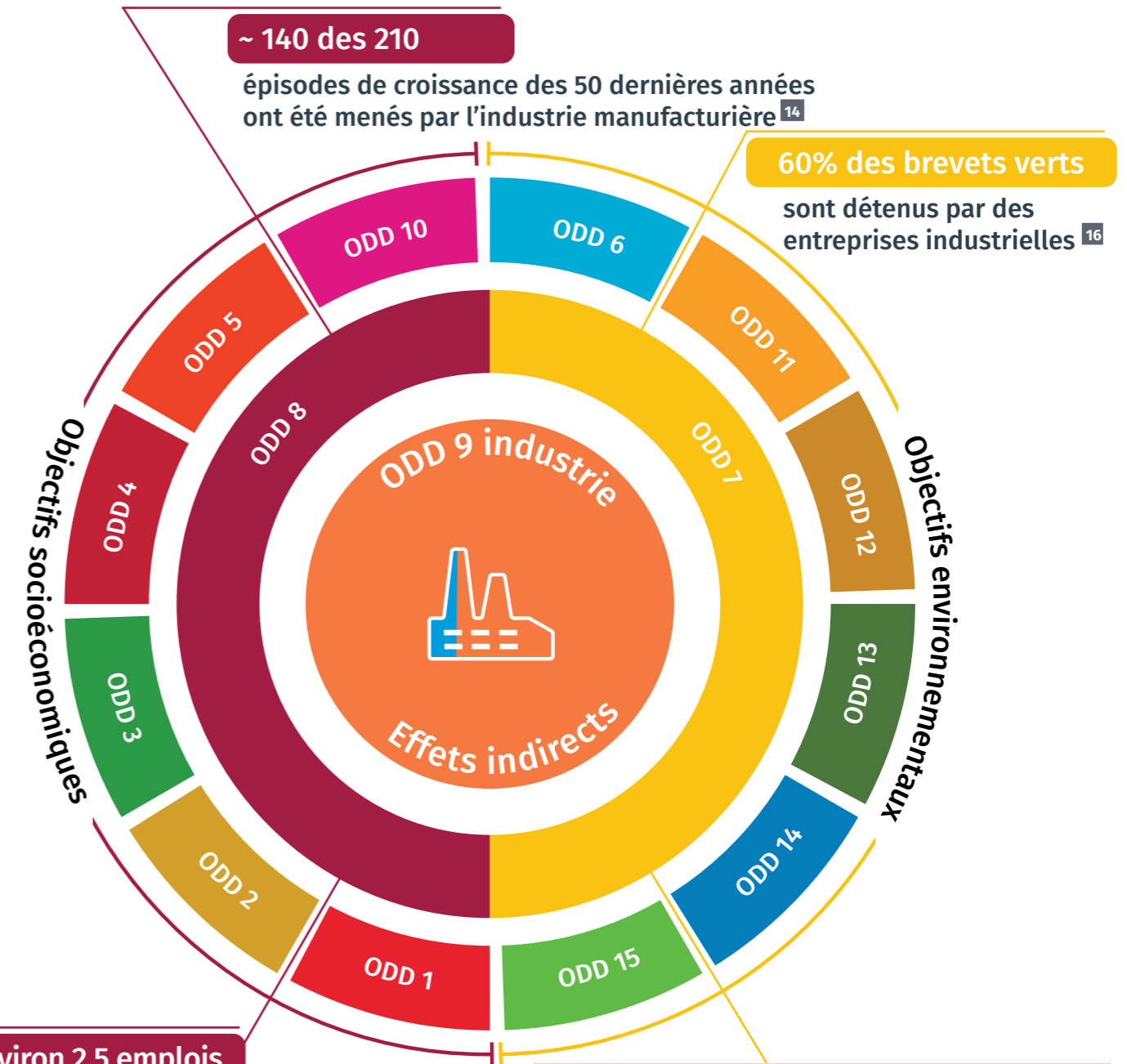
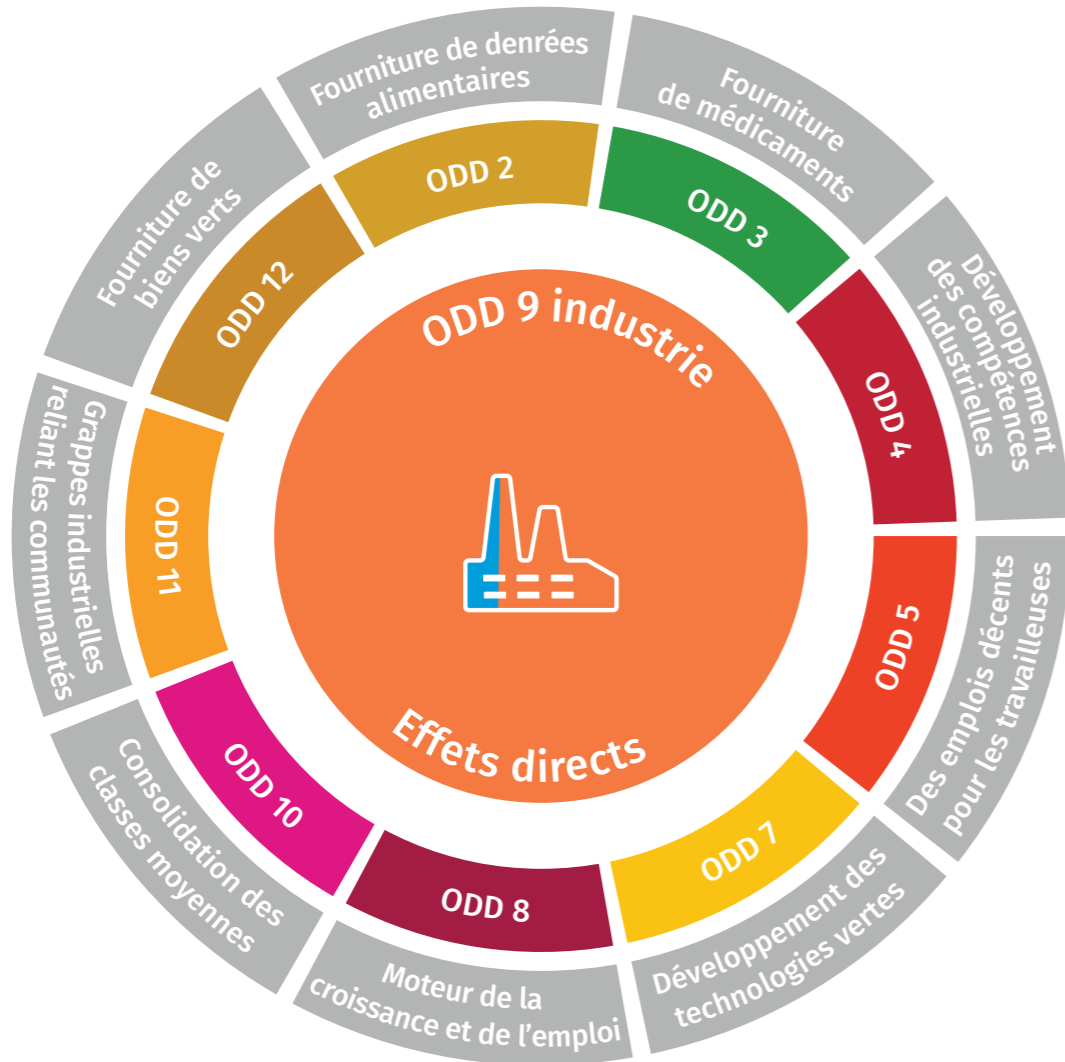
SECTION 2. L'INDUSTRIE APPORTE DES SOLUTIONS

- 2.1 Accélérer la réalisation des ODD grâce à l'industrie
- 2.2 De nouvelles politiques industrielles sont requises de toute urgence



L'INDUSTRIE PEUT DEVENIR UN MOTEUR MAJEUR POUR VENIR AU SECOURS DES ODD

L'industrie est essentielle pour accélérer la croissance, l'innovation, créer des emplois, réduire la pauvreté et la faim, rendre les sociétés plus égalitaires et lutter contre le changement climatique.



~ 140 des 210 épisodes de croissance des 50 dernières années ont été menés par l'industrie manufacturière ¹⁴

60% des brevets verts sont détenus par des entreprises industrielles ¹⁶

Environ 2.5 emplois créés dans d'autres secteurs pour chaque emploi créé dans l'industrie manufacturière ¹⁵

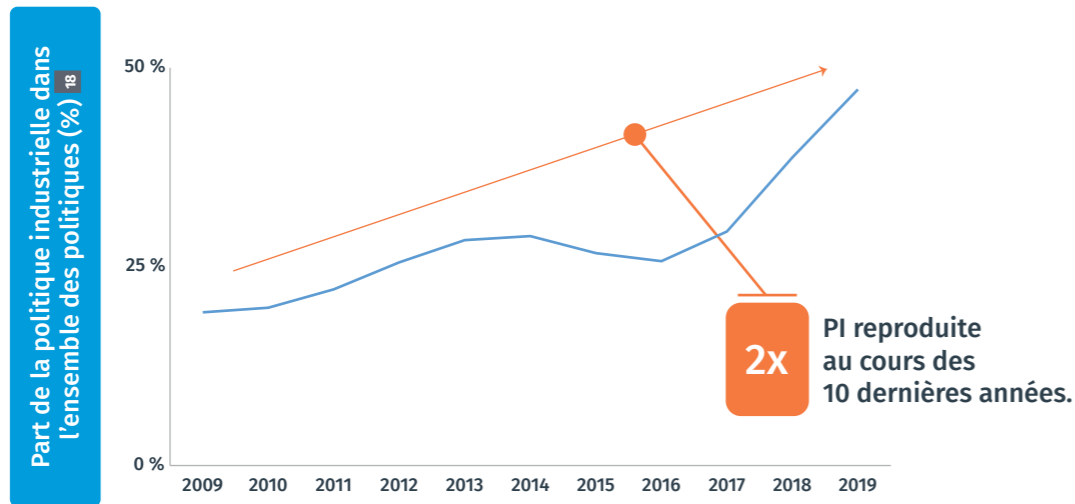
Un tiers des émissions mondiales de CO₂ peut être réduit par la décarbonation de l'industrie ¹⁷

- Lorsque les ressources sont rares, elles doivent être affectées aux activités dont l'effet multiplicateur est le plus fort. L'industrie est particulièrement bien placée pour accélérer les progrès, car elle a un impact direct et indirect sur tous les ODD. ¹³
- Les effets directs comprennent : la fourniture de biens essentiels (ODD 2, 3 et 12) ; le développement de compétences industrielles (ODD 4) et de nouvelles technologies pour accélérer la croissance (ODD 8) et réduire les émissions (ODD 7) ; la création d'emplois décents (ODD 5 et 8) ; le développement d'une classe moyenne (ODD 10) ; et la création de groupements industriels (ODD 11).

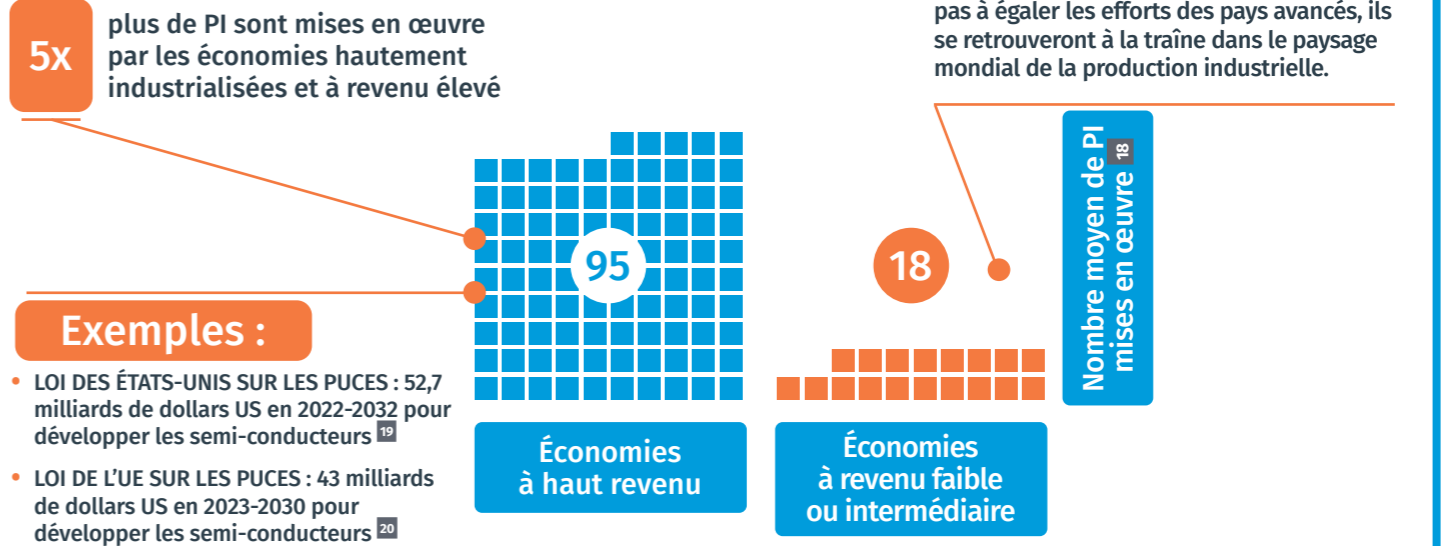
- Les effets indirects se matérialisent principalement à travers les ODD 7 et 8. L'accélération de la croissance économique et la création d'emplois décents sont les deux principaux moteurs de la réalisation des objectifs socioéconomiques, tels que la réduction de la pauvreté. Les innovations industrielles visant la transition énergétique sont fondamentales pour atteindre les objectifs environnementaux, tels que l'action climatique.
- Le développement industriel a la capacité d'accélérer la réalisation de tous les ODD s'il est mis en œuvre par la prochaine génération de politiques industrielles.

LA RENAISSANCE DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE (PI)

La politique industrielle est en plein essor.



Mais elle est principalement menée par les économies à haut revenu.



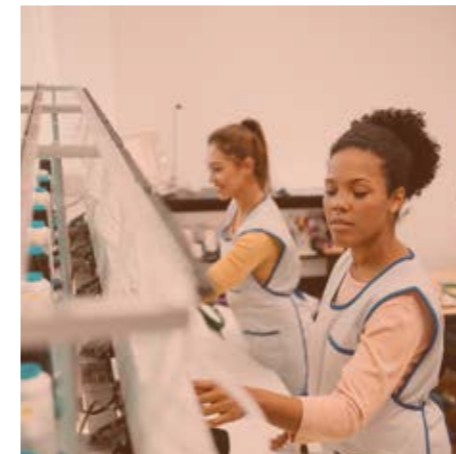
- Le secteur industriel ne se modernisera pas automatiquement, ne deviendra pas compétitif et ne continuera pas à progresser au fil du temps. Il faut pour cela une politique industrielle.
- Ces dernières années ont été marquées par une renaissance de la politique industrielle, qui figure en tête de l'agenda politique.

- Cette renaissance n'a pas pour but de stimuler les industries naissantes dans les pays moins développés. Les pays les plus industrialisés du monde en sont les principaux moteurs
- Les pays à faible revenu sont déjà désavantagés par rapport aux économies avancées, car leur secteur manufacturier est moins productif et moins compétitif.
- Une relance de la politique industrielle dans les pays avancés pourrait exacerber ces différences et creuser le fossé mondial, posant encore davantage de problèmes aux pays en développement désireux d'accélérer leur industrialisation.

La politique industrielle (PI) désigne les interventions visant à modifier la structure de l'économie nationale en faveur de secteurs, de technologies ou de tâches susceptibles d'offrir de meilleures perspectives de croissance économique ou de bien-être sociétal.



Qu'est-ce que la politique industrielle ?



Les pays en développement ont plus que jamais besoin de nouvelles politiques industrielles, mais celles-ci doivent être plus inclusives et harmonisées au niveau international.

SECTION 3. FAÇONNER L'AVENIR : LA PROCHAINE GÉNÉRATION DE POLITIQUE INDUSTRIELLE

- 3.1 Un nouvel état d'esprit – mettre les ODD au premier plan
- 3.2 Regarder vers l'avenir
- 3.3 Travailler en collaboration
- 3.4 Coordination avec les voisins



Un nouvel état d'esprit – mettre les ODD au premier plan

Une politique industrielle moderne doit combiner quatre caractéristiques



Collaborative

pour garantir la réussite de toutes les parties prenantes, car les États ne peuvent relever à eux seuls les défis du monde actuel.

Prête pour l'avenir

pour éviter les surprises et tirer le meilleur parti des opportunités.

Orientée vers les ODD

pour donner une orientation claire au changement.

Coordonnée au niveau régional

pour éviter les tensions et libérer tout le potentiel des voisins.

- Une politique industrielle axée sur les ODD²¹ devrait commencer par une évaluation claire des progrès réalisés par les pays et régions en direction des ODD.
- En matière de politique industrielle, les ODD les plus immédiats sont les ODD 7, 8 et 9.
- Le Rapport sur le développement industriel 2024 (RDI24) propose une nouvelle approche pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.
- LE RDI24 examine également les principaux domaines prioritaires, les défis et les instruments de politique industrielle que les États du monde entier peuvent utiliser pour accélérer les progrès dans ces dimensions cruciales.



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



Comment évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD 7, 8 et 9 ?

Chacun des trois ODD évalués combine plusieurs indicateurs associés à différentes cibles. Pour effectuer l'évaluation, ces indicateurs sont regroupés en trois dimensions analytiques pour chaque ODD.²² À l'aide des données officielles des Nations Unies²³, un indicateur composite est calculé sur la base de la distance à parcourir pour atteindre l'objectif, pour chaque dimension et dans chaque région. Dans la mesure du possible, la cible est définie à l'aide de la cible idéale implicite dans l'Agenda 2030. C'est, par exemple, le cas de l'indicateur 7.1.1, « Proportion de la population ayant accès à l'électricité », pour lequel la cible a été fixée à 100 %. Dans tous les autres cas, la cible a été définie sur la base de la meilleure performance de tous les pays disposant de données entre 2000 et 2021 (après exclusion des valeurs aberrantes). Les indicateurs ont ensuite été normalisés entre zéro et un, ce dernier représentant la réalisation optimale de l'objectif, et agrégés par dimension au niveau du pays en utilisant des moyennes arithmétiques. Enfin, les indicateurs nationaux par dimension ont été agrégés aux niveaux régional et sous-régional en utilisant des moyennes pondérées par la population.

Mariana Mazzucato

« L'une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas été en mesure de réaliser les ODD est qu'ils ne sont pas intégrés dans nos stratégies industrielles et nos politiques d'innovation. Une approche axée sur la mission pour une stratégie industrielle utilisant les ODD comme des défis peut commencer à changer la situation. En plaçant les ODD au centre de nos politiques industrielles, technologiques et d'innovation, nous pouvons orienter nos économies vers des modèles plus inclusifs et durables. Les stratégies industrielles dont nous avons besoin doivent être ambitieuses et introduire des conditionnalités pour veiller à ce que le soutien de l'État soit orienté vers la réalisation des ODD. »



Professeur à l'University College de Londres et auteur de *Mission Economy*

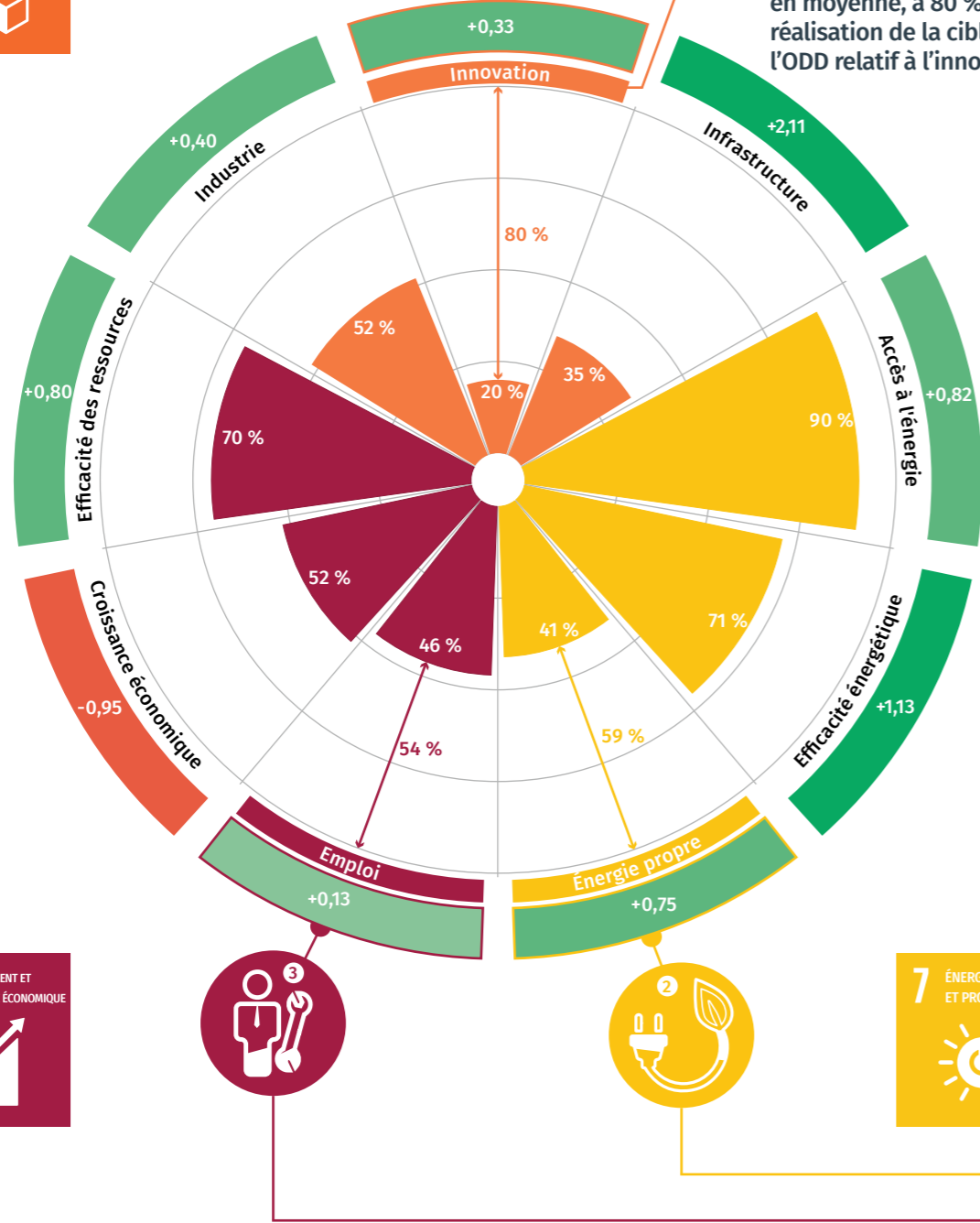
Distance par rapport aux cibles des ODD : le monde en développement en 2021

Des solutions de politique industrielle pour accélérer les progrès



Avant la COVID-19, les pays en développement réduisaient, en moyenne, l'écart par rapport aux ODD de 0,33 point par an.

En 2021, les pays en développement étaient, en moyenne, à 80 % de la réalisation de la cible de l'ODD relatif à l'innovation.



Relever les défis grâce à la PI

- Innovation
- Numérisation
- Énergie propre
- Décarbonation
- Emploi
- Création d'emplois



- TPNA = technologie de production numérique avancées ;
- AID = assistance internationale au développement ;
- ER = énergie renouvelable ;
- PME = petites et moyennes entreprises.

• L'évaluation des progrès des ODD dans le monde en développement²⁴ montre que trois domaines nécessitent une attention particulière : l'innovation, l'énergie propre et l'emploi.

• Accélérer les progrès dans ces domaines à l'aide de la politique industrielle implique de soutenir la numérisation industrielle, la décarbonation industrielle et la création d'emplois industriels. Chaque dimension nécessite des instruments politiques spécifiques pour relever des défis particuliers.²⁵

LES TRANSFORMATIONS MONDIALES EN COURS OFFRENT DES POSSIBILITÉS D'ACCÉLÉRER LES PROGRÈS GRÂCE À DES POLITIQUES INDUSTRIELLES BIEN CONÇUES



Transition énergétique

Des normes environnementales plus strictes pour les produits existants s'accompagneront de nouvelles opportunités de marché pour les biens basés sur le renouvelable et leurs intrants.

1

Les quatre principales mégatendances façonnant le monde représentent des défis importants pour les pays en développement, mais elles offrent également de nouvelles possibilités.

Produits liés à la transition énergétique 1.1

Créer des pôles industriels autour de l'exploitation des minéraux rares et de la production de nouveaux produits nécessaires à la transition énergétique.



Production d'énergie propre 1.2

Promouvoir l'industrialisation autour de la production d'énergie propre (par exemple, éoliennes, photovoltaïque, hydrogène vert).



Accroître la compétitivité industrielle grâce à la numérisation et au développement des compétences de RI4.

Compétitivité de la RI4 2.1



Créer de nouveaux secteurs fournissant des solutions numériques à la fabrication avancée.

Solutions numériques 2.2

Quatrième révolution industrielle

La numérisation avancée peut stimuler la compétitivité industrielle, ouvrir de nouveaux débouchés et favoriser les innovations futures.

2



Le rééquilibrage mondial, tel que le reshoring, le back-shoring et le friend-shoring, crée des problèmes d'un côté, mais des opportunités de l'autre.

3

Rééquilibrage mondial

Délocalisation de l'attraction des IDE 3.1

Développer l'industrie nationale en attirant les IDE qui se délocalisent en raison de changements majeurs dans la structure mondiale de la production.



Une plus grande intégration 3.2

Augmenter la production industrielle en exploitant les marchés régionaux grâce à une plus grande intégration et à une meilleure coordination des politiques.



Chaque opportunité affecte principalement l'ODD 9 – industrie, mais a également un impact sur d'autres dimensions des ODD :

ODD 7 – Énergie propre

ODD 9 – Innovation

ODD 8 – Travail décent et croissance économique



Tirer parti de la croissance démographique pour transformer l'économie en développant des industries à forte intensité de main-d'œuvre.

Industries à forte intensité de main-d'œuvre 4.1



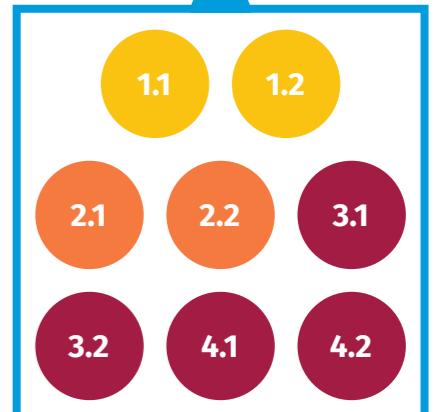
Exploiter les demandes croissantes en matière de santé et d'alimentation pour développer de nouvelles industries ou étendre celles qui existent déjà.

Industries de la santé et de l'alimentation 4.2

La population croît de manière exponentielle dans certaines parties du monde et vieillit rapidement dans d'autres. La demande de denrées alimentaires et de médicaments continuera d'augmenter dans le monde entier.

4

Transitions démographiques



Travailler en collaboration

- Les politiques industrielles modernes doivent se situer à la pointe de la connaissance pour être orientées vers l'avenir et exploiter le potentiel de transformation des tendances actuelles qui façonnent le monde. Cela leur garantit de ne pas être uniquement réactives, mais plutôt proactives et d'anticiper les besoins de demain.
- Le marché n'est pas à la hauteur en ce qui concerne le partage des connaissances. Une approche avant-gardiste nécessite un échange continu de savoir entre les parties prenantes, car ni le secteur privé ni l'État ne peuvent y parvenir seuls.
- L'identification de solutions, la décision d'investissements technologiques et la définition d'orientations générales en matière de croissance économique doivent être le fruit d'un effort de collaboration entre les États et les entreprises.
- La collaboration entre les secteurs public et privé est un pilier fondamental des politiques industrielles modernes. Ces partenariats doivent impliquer un partage des risques et des récompenses, et avoir une vision collective de l'avenir. Les deux parties doivent s'investir à parts égales, le secteur public faisant preuve de leadership grâce à des visions audacieuses, et le secteur privé apportant innovation et adaptabilité.²⁶
- Dans le contexte des mégatendances, l'importance de ces partenariats devient encore plus marquée.²⁷

Transition énergétique



1

Quatrième révolution industrielle



2

Les partenariats public-privé sont essentiels pour lever les obstacles liés aux infrastructures s'opposant à la décarbonation de l'industrie et promouvoir les innovations durables. Ces partenariats peuvent accroître l'efficacité des ressources, améliorer l'efficacité énergétique, permettre de changer de carburant, faire progresser la capture et la séquestration du carbone et recueillir de meilleures données pour une prise de décision éclairée.

Les efforts de collaboration sont essentiels pour accélérer l'adoption des technologies, en particulier avec les petites entreprises. Ces efforts peuvent aller de la mise en commun de diverses compétences à la mise à disposition d'installations de démonstration, en passant par l'établissement de liens avec la recherche et l'investissement dans des infrastructures habilitantes.

Les collaborations ouvertes dans le domaine du développement des chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales peuvent aider à anticiper les perturbations et à y répondre, à soutenir la planification de la continuité des activités, à renforcer la coordination internationale et à encourager l'utilisation de technologies permettant d'améliorer la résilience.

La collaboration entre les secteurs public et privé est essentielle pour développer de nouvelles compétences et garantir l'employabilité des générations futures. Cette collaboration devrait permettre de renforcer les liens entre les employeurs et les organismes de formation, de promouvoir la formation en cours d'emploi et de diversifier la main-d'œuvre.

Rééquilibrage mondial



3



4

Transitions démographiques

Andrea Illy

« Le monde pourrait perdre la moitié des terres propices à la production de café au cours des trois prochaines décennies en raison du changement climatique. Cela mettrait en péril le cercle vertueux reliant le bien-être que le café apporte aux pays consommateurs et sa contribution au développement des pays qui le produisent. Ce cercle vertueux doit être entretenu afin d'améliorer la durabilité du secteur. L'action la plus urgente pour atteindre cet objectif est de favoriser les partenariats public-privé visant à stimuler les investissements dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des effets de celui-ci, en particulier sur les plantations de café des petits exploitants des pays à faible revenu. »

“



Président d'illycaffè

Coordination avec les voisins

- Les défis les plus urgents auxquels le monde est confronté sont de nature mondiale, mais les solutions politiques pour les relever sont conçues et mises en œuvre par des pays individuels.
- À l'échelle nationale, les politiques industrielles mises en œuvre par les grands pays influents ont des implications majeures au niveau mondial.
- La coordination des politiques aux niveaux mondial et régional est primordiale pour garantir que les avantages communs sont maximisés et que les effets négatifs involontaires et la concurrence néfaste des politiques sont évités.
- Les politiques et programmes supranationaux peuvent établir un cadre général pour les politiques industrielles de niveau national. Ces cadres fournissent des orientations, une coordination et une flexibilité permettant à chaque pays d'intégrer les politiques industrielles dans les priorités et stratégies nationales existantes et de tirer parti de leurs avantages comparatifs.
- La coopération internationale et régionale peut exploiter les efforts des politiques nationales et des réseaux existants, tels que ceux dirigés par les organisations de développement. Ces réseaux sont bien placés pour construire et développer des plateformes d'apprentissage des pratiques modèles relatives aux politiques industrielles.



Jeffrey Sachs

« Les solutions aux grands défis du développement durable doivent être recherchées non seulement au niveau national, mais aussi aux niveaux régional et mondial. Aucun pays ne peut se décarboner efficacement tout seul. Un système à zéro énergie nette efficace devrait également être mis en place au niveau régional à l'aide d'une infrastructure et d'une planification stratégique à long terme. Les stratégies et la coopération régionales jouent également un rôle essentiel dans la réalisation d'économies d'échelle dans la recherche et le développement. Je conseille à tous les pays de s'entendre avec leurs voisins ! La coopération à l'échelle régionale et la coopération mondiale entre les régions sont notre véritable voie vers le succès. »



Directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia

SECTION 4. TRANSFORMER LES DÉFIS EN OPPORTUNITÉS : LA NOUVELLE DONNE DE LA MONDIALISATION ÉQUITABLE ET DE LA SOLIDARITÉ

4.1 Les ingrédients du succès

4.2 Le besoin de solidarité



Les ingrédients du succès

L'examen des cas de politiques réalisé dans le cadre du RDI24 met en évidence trois ingrédients importants pour la réussite d'une politique industrielle moderne :

- **De fortes capacités des pouvoirs publics** : les politiques industrielles modernes ont des objectifs plus ambitieux que par le passé tout en étant confrontées à de nouveaux défis. La condition préalable au succès est le renforcement des capacités et le raffermissement des pouvoirs publics.
- **Un financement adéquat** : même si les capacités sont renforcées, une politique industrielle moderne ne peut atteindre l'échelle requise pour réaliser le changement que si elle dispose de ressources financières suffisantes.
- **Un large consensus sociétal** : les capacités et le financement doivent être accompagnés d'un large consensus sociétal pour assurer la continuité de la politique industrielle au-delà des cycles politiques.

Une politique industrielle moderne combinant tous ces ingrédients offre la possibilité d'exploiter pleinement le potentiel de l'industrie et d'accélérer la réalisation des ODD.

La communauté internationale peut jouer un rôle clé en aidant les pays à y parvenir.

Le besoin de solidarité

Les efforts nationaux ne suffiront pas. La communauté internationale doit faire preuve de solidarité pour soutenir les pays les plus vulnérables :

- Garantir un **financement** élargi et durable, en s'engageant à transformer le système financier mondial et à donner la priorité aux besoins des pays en développement.
- Soutenir le renforcement des **capacités des pouvoirs publics** à concevoir et mettre en œuvre une politique industrielle moderne.
- Soutenir le transfert de nouvelles **technologies** et les efforts nationaux visant à les adapter aux conditions locales.
- Soutenir le développement de nouvelles **compétences** afin de réduire le chômage et le sous-emploi, d'accroître la productivité et d'améliorer le niveau de vie.
- Ouvrir **l'espace politique**.

José Antonio Ocampo

« De profondes réformes sont nécessaires dans le système financier international pour soutenir le développement durable et élargir la fourniture de biens publics mondiaux et régionaux, principalement dans la lutte contre les pandémies et le changement climatique. À cette fin, il est nécessaire de poursuivre la réforme des institutions de Bretton Woods, en renforçant la voix et la participation des pays en développement dans les processus de prise de décision. Il est également nécessaire d'évoluer vers un organe plus représentatif à la tête du système de coopération économique internationale et de construire une architecture plus dense et à plusieurs niveaux, en particulier des institutions régionales et sous-régionales fortes, qui gagnent en importance, car elles soutiennent le commerce intrarégional, les flux d'investissement et d'autres objectifs d'intégration économique. »

Professeur à l'université de Columbia et ancien sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, secrétaire exécutif de la CEPALC et ministre des Finances de la Colombie.

“

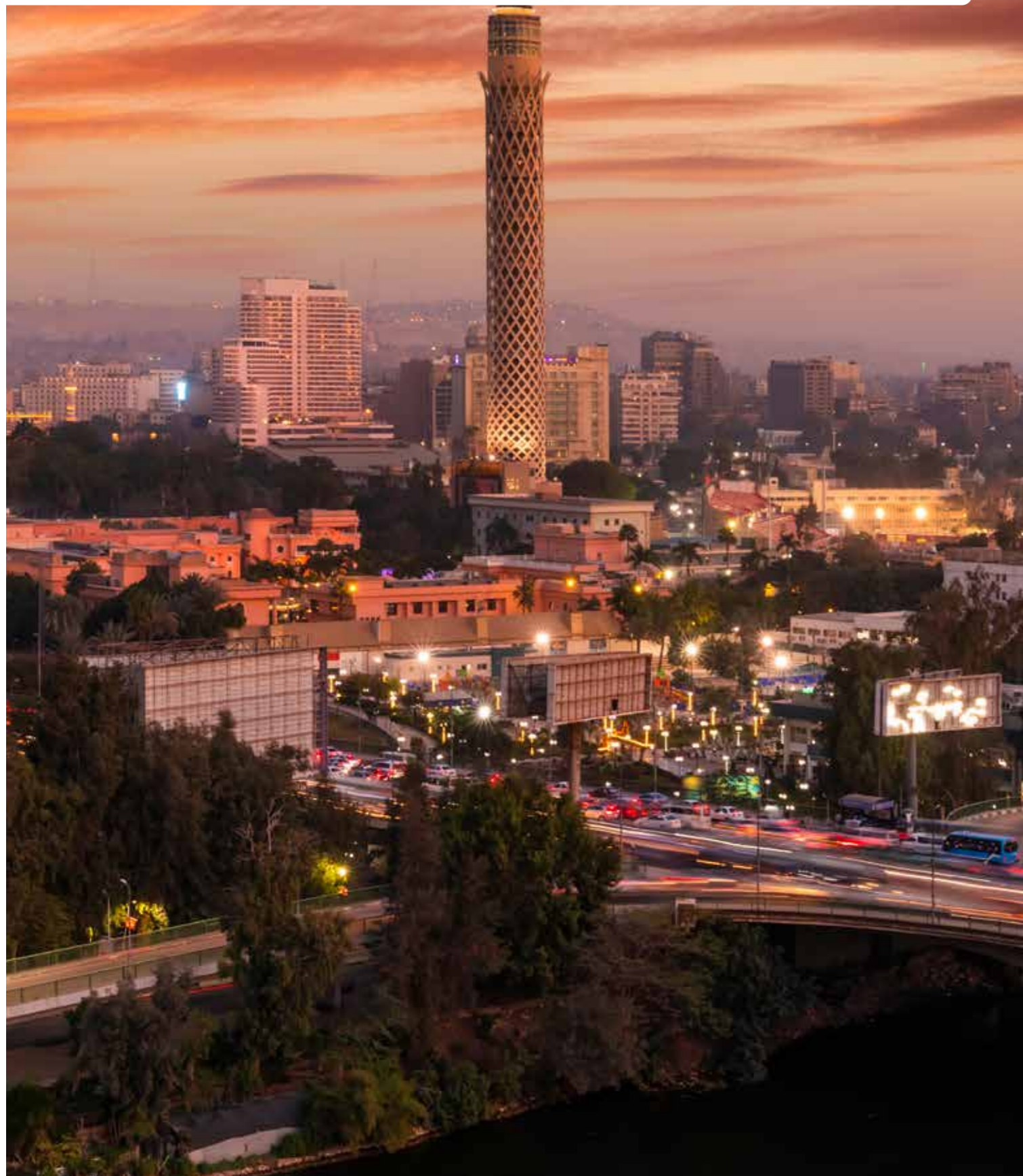


PARTIE B

Politiques industrielles en action :
perspectives régionales



SECTION 5. AFRIQUE : DE L'ÉVALUATION DES ODD AUX SOLUTIONS POLITIQUES



- Malgré les progrès réalisés ces dernières années, **l'industrie** africaine est en retard par rapport à d'autres régions en développement. Des actions urgentes sont nécessaires pour accélérer l'industrialisation en Afrique tout en promouvant d'autres ODD.
- **L'énergie propre** offre à l'Afrique une occasion unique d'accélérer les progrès vers la réalisation des ODD. Grâce à ses vastes ressources renouvelables, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel pour faire un bond en avant dans les technologies vertes.
- Pour améliorer les objectifs liés à **l'emploi**, des politiques plus solides doivent être mises en place pour lutter contre le chômage des jeunes, promouvoir l'égalité des sexes au sein de la main-d'œuvre et aider les travailleurs à passer de l'économie informelle à l'économie formelle.
- **Le développement des infrastructures** est crucial pour la croissance industrielle de l'Afrique. Les investissements dans les routes et les infrastructures numériques peuvent ouvrir la voie à l'interconnexion, à l'intégration et à la transformation du continent africain.
- **L'innovation est** le défi le plus pressant. Sans efforts significatifs en matière de recherche et de développement, l'Afrique risque d'être distancée dans la course mondiale à la technologie.



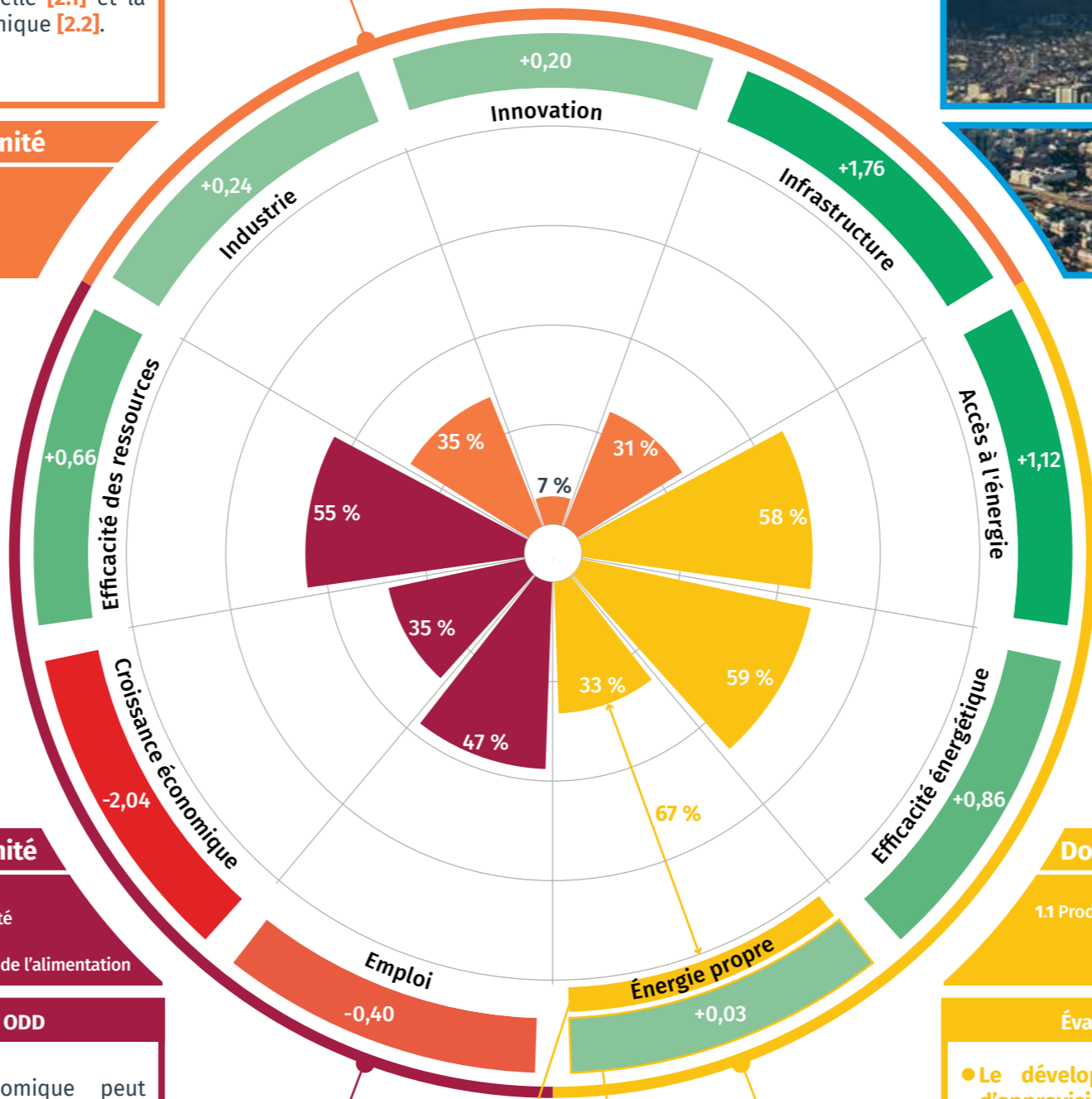
Albert Muchanga

« Dans le cadre de la promotion du développement de la chaîne de valeur régionale et continentale, les pays africains travaillent ensemble en tirant parti de la plateforme de la zone de libre-échange continentale africaine. Le but est d'harmoniser leurs politiques industrielles et de créer des centres de production spécialisés dans des secteurs spécifiques et complémentaires. Ils pourront ainsi récolter les fruits d'un processus d'industrialisation dynamique, inclusif et durable sur l'ensemble du continent. De cette manière, la politique industrielle peut contribuer à la réalisation des ODD des Nations Unies en Afrique et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. »



Commissaire de l'Union africaine pour le développement économique, le commerce, le tourisme, l'industrie et les minéraux

Distance par rapport aux cibles des ODD : l'Afrique en 2021



Évaluation des ODD

- Les faibles performances de l'Afrique en matière d'innovation indiquent qu'il s'agit d'un domaine critique à améliorer, car cela peut entraver l'adoption des technologies et la croissance économique.
- L'exploitation des technologies 4.0 peut accélérer l'innovation, la **compétitivité** industrielle [2.1] et la **diversification** économique [2.2].

Domaines d'opportunité

2.1 Compétitivité de la RI4
2.2 Solutions numériques

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

Domaines d'opportunité

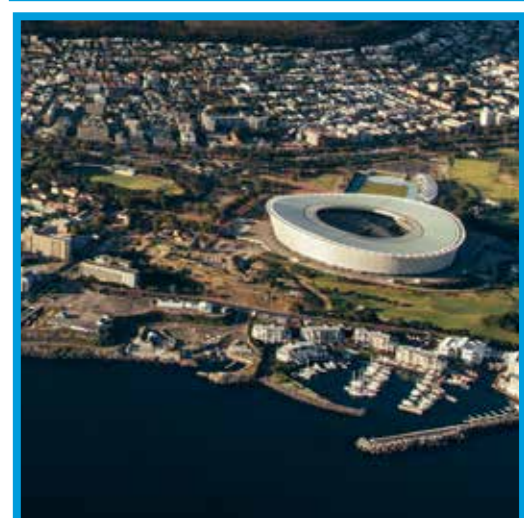
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Domaines d'opportunité

3.2 Une plus grande intégration
4.1 Des industries à forte intensité de main-d'œuvre
4.2 Des industries de la santé et de l'alimentation

Évaluation des ODD

- La croissance économique peut être accélérée par une **intégration régionale** plus poussée [3.2] et une diversification vers des secteurs à **forte demande attendue** [4.2].
- Attirer les IDE qui se délocalisent pour soutenir le **développement des industries à forte intensité de main-d'œuvre** [4.1] peut contribuer à créer des emplois.



Politique en action

2.1 **Kenya** : Le projet Industrie et Entrepreneuriat 250+ (KIEP) a été mis en place pour augmenter la productivité et l'innovation des PME.

2.2 **Rwanda** : Le cadre de mise en œuvre de la plateforme TIC cherche à améliorer les capacités d'innovation dans le domaine des TIC et à développer des capacités technologiques pour fournir des solutions dans des domaines de niche.

Politique en action

3.2 **La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)** devrait stimuler le commerce intra-africain, en créant un marché commun pour surmonter les nombreux obstacles à l'industrialisation auxquels sont confrontés les pays africains.

4.1 **Éthiopie** : Le Programme de développement des parcs industriels (IPDP - *Industrial Parks Development Programme*) vise à établir et développer des parcs industriels pour attirer les IDE et promouvoir la création d'emplois.

4.2 **Égypte** : La stratégie nationale de développement industriel (NIDS - *National Industrial Development Strategy*) et la nouvelle loi sur l'investissement visent à tirer parti des atouts du pays pour en faire un centre pharmaceutique de premier plan.



Domaines d'opportunité

7 ÉNERGIE ABORDABLE ET PROPRE

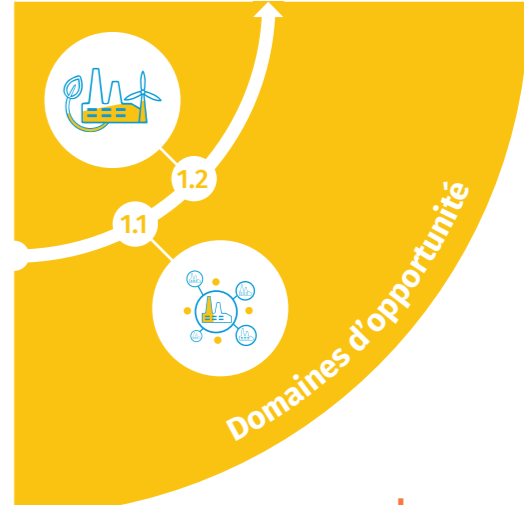
1.1 Produits de la transition énergétique
1.2 Production d'énergie propre

Évaluation des ODD

- Le **développement de la chaîne d'approvisionnement** [1.1] autour des minéraux rares nécessaires à la transition énergétique et à la mobilité électrique ouvre d'importantes perspectives pour l'industrialisation de l'Afrique.
- L'accès à l'énergie peut être amélioré en promouvant l'industrialisation autour de la **production d'énergie propre** [1.2].

Politique en action

1.1 **Nigéria** : Le plan national de développement de l'industrie automobile (NAIDP - *National Automotive Industry Development Plan*) se concentre sur le renforcement de la production locale de véhicules, y compris les VE, afin d'augmenter la consommation de carburant propre et de réduire les émissions.



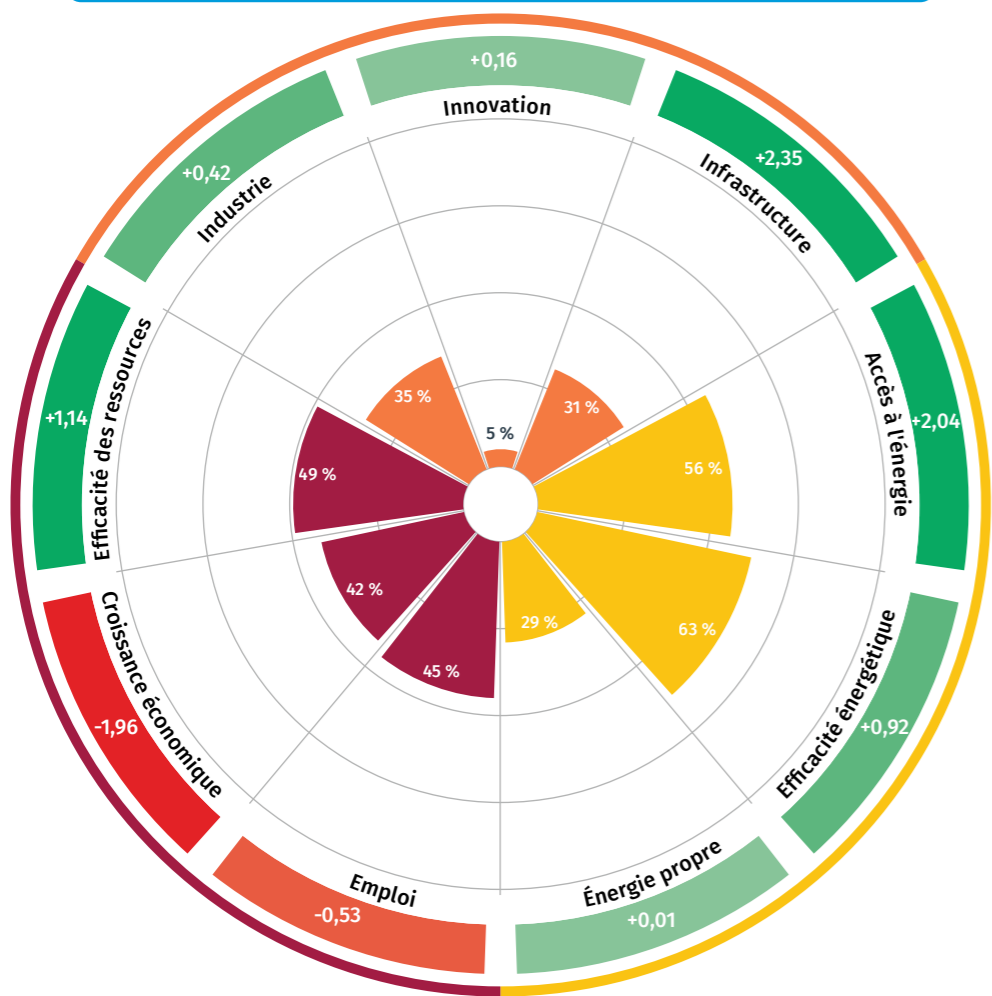
En 2021, les pays africains étaient, en moyenne, à 67 % de la réalisation de l'ODD relatif à l'énergie propre.

Comment lire ce graphique ?

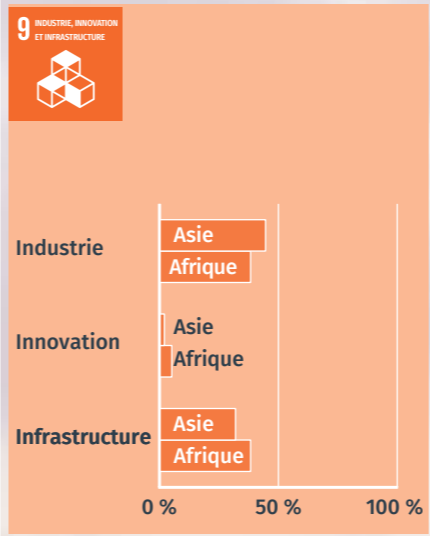
Avant la COVID-19, les pays africains réduisaient en moyenne l'écart en matière d'énergie propre de 0,03 point par an.

Focus sur les pays les moins avancés (PMA)

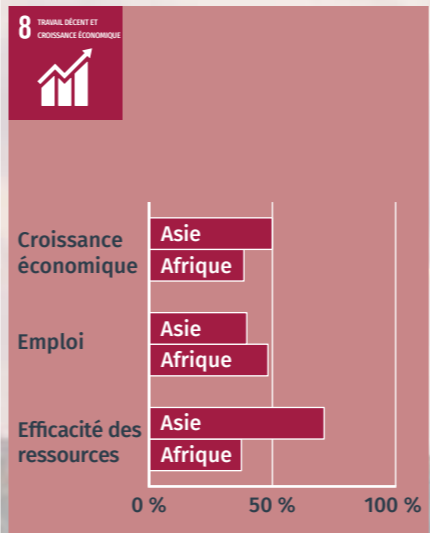
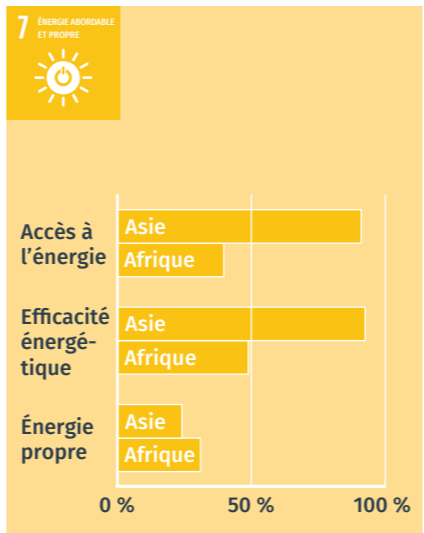
Distance par rapport aux cibles des ODD : les PMA en 2021.



- Dans toutes les dimensions évaluées, les PMA sont plus éloignés de la réalisation des ODD que tous les autres pays en développement.
- Les progrès vers la réalisation des ODD sont particulièrement lents dans les domaines de l'accès à l'énergie, de l'efficacité des ressources, de l'industrie et de l'innovation. Dans toutes ces dimensions, les PMA accusent un retard d'au moins 15 points par rapport à la moyenne des pays en développement.
- Tous les PMA ne sont toutefois pas logés à la même enseigne : Les PMA d'Asie-Pacifique affichent de bien meilleurs résultats que leurs homologues d'Afrique. Dans six des neuf dimensions évaluées, les PMA d'Asie-Pacifique sont plus proches de la cible que les PMA d'Afrique.



Tendances divergentes dans les progrès des ODD : PMA d'Afrique et d'Asie-Pacifique



Facteurs de divergence : le rôle de l'industrie

- En 2000, les niveaux d'industrialisation des PMA d'Asie-Pacifique et d'Afrique étaient remarquablement similaires. Depuis lors, la part des industries manufacturières dans le PIB des PMA a doublé en Asie-Pacifique par rapport à l'Afrique.
- La différence de niveau et de vitesse d'industrialisation explique l'écart de progression vers les ODD entre les PMA d'Asie et d'Afrique.
- Certains PMA d'Asie de l'Est et du Sud ont progressé dans le développement de bases manufacturières dynamiques, en particulier dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre bénéficiant de la mondialisation.
- De nombreux PMA africains doivent encore exploiter leur potentiel industriel. Les faibles niveaux de capital humain et physique, l'intégration dans des segments à faible valeur ajoutée des chaînes de valeur mondiales, les faiblesses historiques des infrastructures et la forte dépendance à l'égard des ressources naturelles sont autant d'obstacles majeurs à la croissance de l'industrie manufacturière dans la région.
- L'accélération des progrès vers la réalisation des ODD dans les PMA africains nécessite des politiques industrielles spécifiques pour remédier aux défaillances du marché et coordonner le modèle de changement structurel tout en stimulant l'intégration internationale.
- La ZLECAF peut permettre aux PMA africains d'accéder à un marché plus vaste, ce qui est essentiel pour stimuler la demande dans le secteur manufacturier, attirer des investissements et davantage d'investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs modernes.

Les PMA sont des pays à faible revenu confrontés à de graves obstacles structurels au développement durable. Ils sont très vulnérables aux chocs économiques et environnementaux et disposent d'un faible capital humain. La liste des PMA compte actuellement 46 pays, dont 33 en Afrique, 12 en Asie-Pacifique et Haïti.²⁸ La liste est révisée tous les trois ans par le Comité des politiques de développement (CPD) et se fonde sur les critères suivants : faible revenu par habitant, faible niveau de ressources humaines et forte vulnérabilité économique et environnementale.



Que sont les PMA ?



SECTION 6. ASIE-PACIFIQUE : DE L'ÉVALUATION DES ODD AUX SOLUTIONS POLITIQUES



- Les performances de l'Asie-Pacifique²⁹ dans la réalisation des objectifs de **l'industrie** se distinguent de celles des autres régions en développement, mettant en évidence son ascension en tant qu'acteur majeur de la production industrielle mondiale.
- Les bons résultats de l'Asie-Pacifique dans **l'accès à l'énergie** et **l'efficacité énergétique** indiquent que le paysage énergétique de la région est prometteur. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer l'adoption des **énergies propres**.
- Au cours de la dernière décennie, la région a déployé des efforts considérables pour améliorer ses **infrastructures**, ce qui en fait un pôle d'attraction pour les investissements potentiels et la croissance industrielle.
- Malgré les bonnes performances globales de la **croissance économique**, les taux de croissance des pays asiatiques ont ralenti au cours de la dernière décennie, suggérant la nécessité d'interventions stratégiques pour relancer la croissance.
- L'Asie-Pacifique est confrontée à des défis en matière d'**emploi** et d'**innovation**, mais les progrès réalisés au cours de la dernière décennie témoignent de l'engagement de la région à s'attaquer à ces problèmes.



Justin Yifu Lin

« Le développement économique est un processus continu d'innovation technologique, de modernisation industrielle et d'amélioration des infrastructures et des institutions. Dans la région Asie-Pacifique, l'innovation technologique et la modernisation industrielle sont entravées par de nombreux goulets d'étranglement institutionnels et d'infrastructure. Les ressources étant limitées, il est essentiel que les autorités de la région hiérarchisent leurs interventions et se concentrent sur la fourniture d'infrastructures et d'institutions adéquates aux industries disposant déjà d'avantages comparatifs latents. L'objectif final devrait être de transformer ces avantages latents en avantages réels. Si la région parvient à mettre en œuvre la politique industrielle en appliquant ce principe, elle sera mieux positionnée pour atteindre une croissance inclusive, durable et dynamique, faisant de la réalisation des ODD une réalité. »



Doyen de l'Institut de la nouvelle économie structurelle de l'Université de Pékin et ancien économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale

Distance par rapport aux cibles des ODD : l'Asie-Pacifique en 2021

Évaluation des ODD

- L'innovation est comparativement meilleure que dans d'autres régions, mais reste en retrait par rapport à ses bons résultats industriels.
- L'adoption et le développement des technologies de l'industrie 4.0 peuvent stimuler la **compétitivité [2.1]** et la **diversification [2.2]** et contribuer à rétablir une croissance économique rapide.



Politique en action

2.1 Inde: Le *Smart Advanced Manufacturing and Rapid Transformation Hub (SAMARTH) Udyog Bharat 4.0* vise à stimuler la transformation numérique industrielle afin d'améliorer la compétitivité et l'innovation.

2.2 Jordanie : La stratégie nationale de transformation numérique souligne la nécessité d'intégrer les technologies numériques dans la production locale et de développer les compétences numériques des jeunes travailleurs.

Domaines d'opportunité

- 2.1 Compétitivité de la RI4
- 2.2 Solutions numériques



Politique en action

3.1 Bahreïn : Le parc d'investissement international (BIIP) se concentre sur l'attraction des IDE pour promouvoir les entreprises locales orientées vers l'exportation.

4.1 Pakistan : La politique du textile et de l'habillement (2020-2025) vise à offrir des opportunités d'emploi à des millions de personnes, les jeunes en particulier.



Domaines d'opportunité

- 3.1 Attraction des IDE qui se délocalisent
- 4.1 Industries à forte intensité de main-d'œuvre



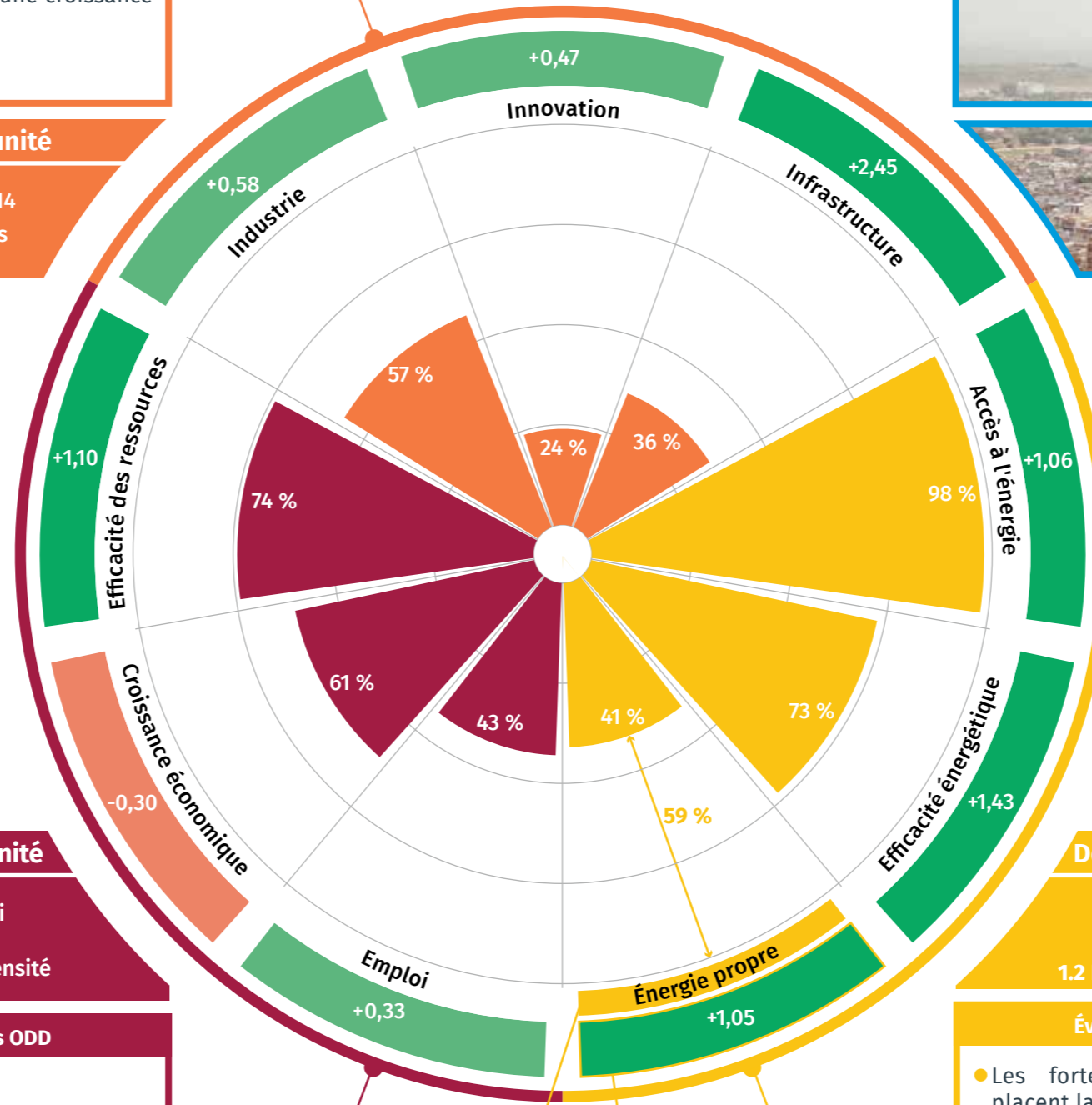
Évaluation des ODD

- L'emploi reste un important domaine à améliorer dans la région Asie-Pacifique.
- L'**attraction des IDE qui se délocalisent [3.1]** et la réalisation d'interventions ciblées pour les **industries à forte intensité de main-d'œuvre [4.1]** peuvent soutenir la création d'emplois pour une population croissante.

En 2021, les pays d'Asie-Pacifique étaient, en moyenne, à 59 % de la réalisation de l'ODD relatif à l'énergie propre.

Avant la COVID-19, les pays d'Asie-Pacifique réduisaient en moyenne l'écart en matière d'énergie propre de 1,05 point par an.

Comment lire ce graphique ?



Politique en action

1.1 Chine : Le plan de développement industriel des véhicules à énergie nouvelle (VEN) soutient l'établissement d'une industrie automobile verte, robuste et compétitive au niveau international.

1.2 Arabie saoudite : Le projet NEOM Green Hydrogen (NGHC) vise à faire du pays un centre de premier plan pour la production d'hydrogène vert.

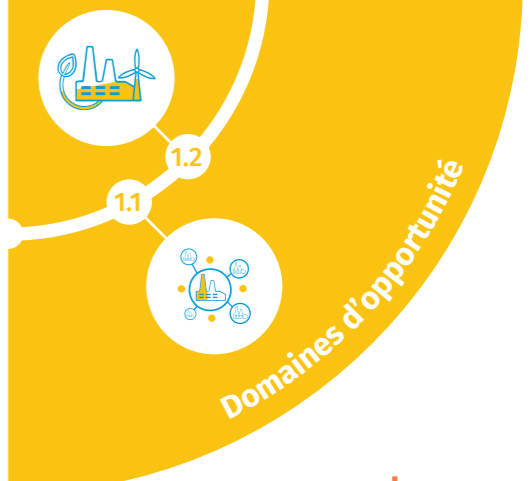


Domaines d'opportunité

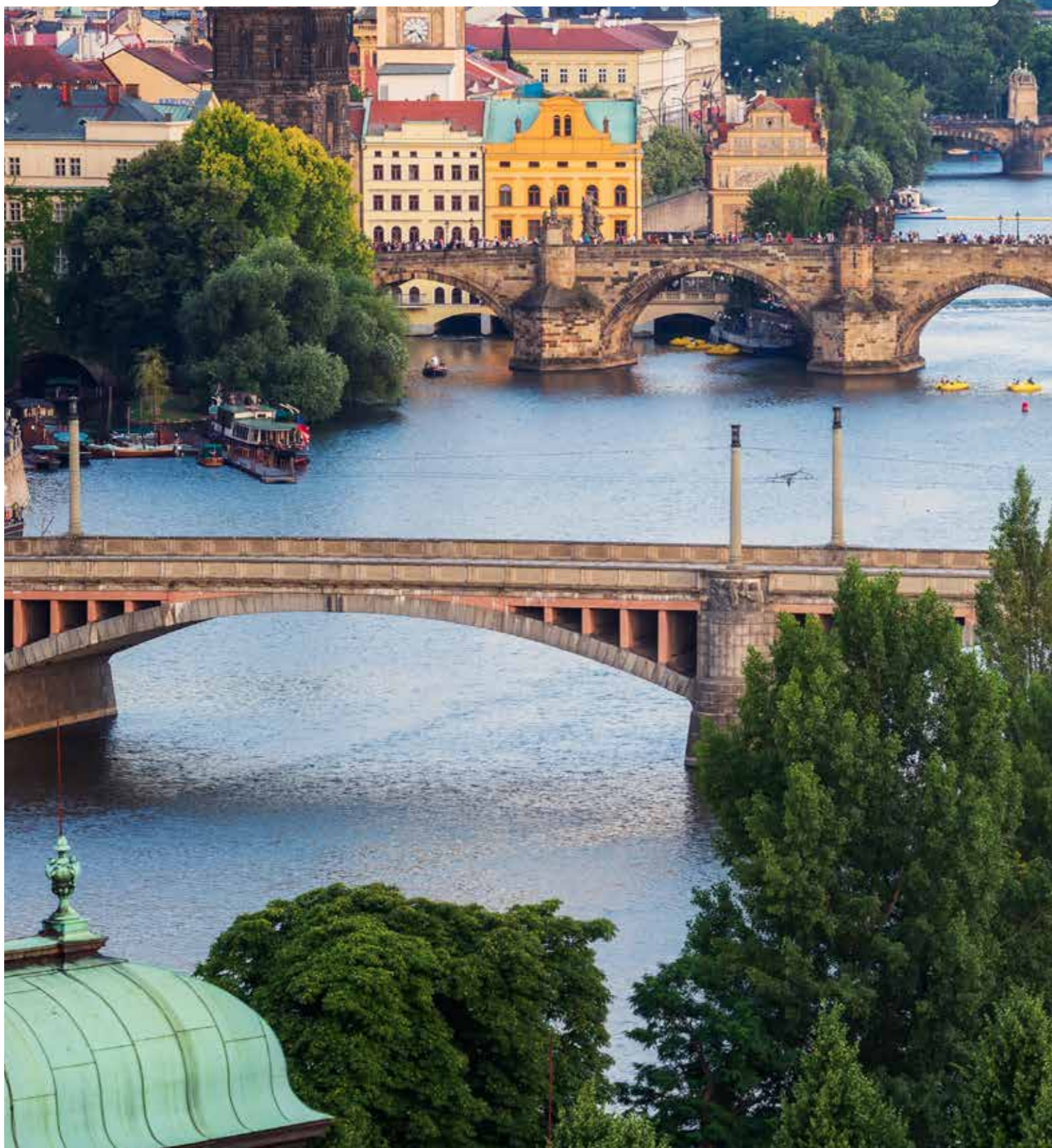
- 1.1 Produits de la transition énergétique
- 1.2 Production d'énergie propre

Évaluation des ODD

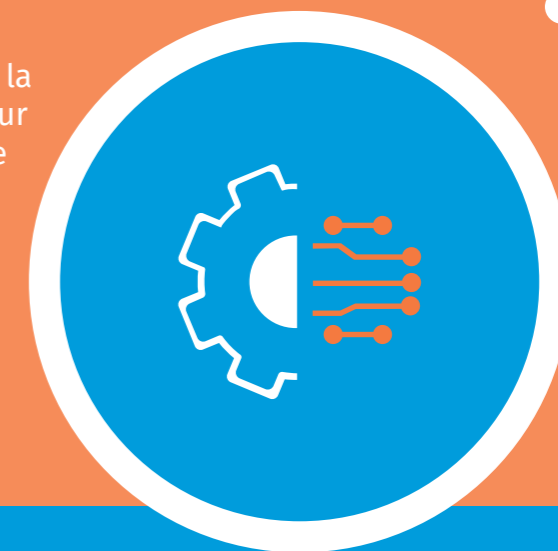
- Les fortes capacités existantes placent la région dans une position particulièrement favorable pour développer de nouveaux pôles industriels autour de la **mobilité électrique [1.1]**.
- La **production d'énergie propre [1.2]** a connu une croissance rapide au cours de la dernière décennie et dispose d'un fort potentiel d'expansion, en particulier en Asie occidentale.



SECTION 7. EUROPE DE L'EST : DE L'ÉVALUATION DES ODD AUX SOLUTIONS POLITIQUES



- Comparée à d'autres régions, l'Europe de l'Est³⁰ affiche de bonnes performances en matière d'objectifs **industriels**.
- Le plein **accès à l'énergie** et les progrès significatifs dans le développement des **infrastructures** constituent une base solide pour le développement futur.
- Le déclin de la **croissance économique** au cours de la dernière décennie est préoccupant et nécessite une attention particulière.
- Les bons résultats en matière d'**emploi** soulignent le potentiel de la région à tirer parti de ses ressources humaines pour poursuivre son développement.
- Les progrès de l'Europe de l'Est sont lents en ce qui concerne l'**innovation**. Cela offre une opportunité d'amélioration, étant donné sa position critique dans la région et la possibilité d'être un moteur clé du développement industriel et de la croissance économique.



Olga Algayerova

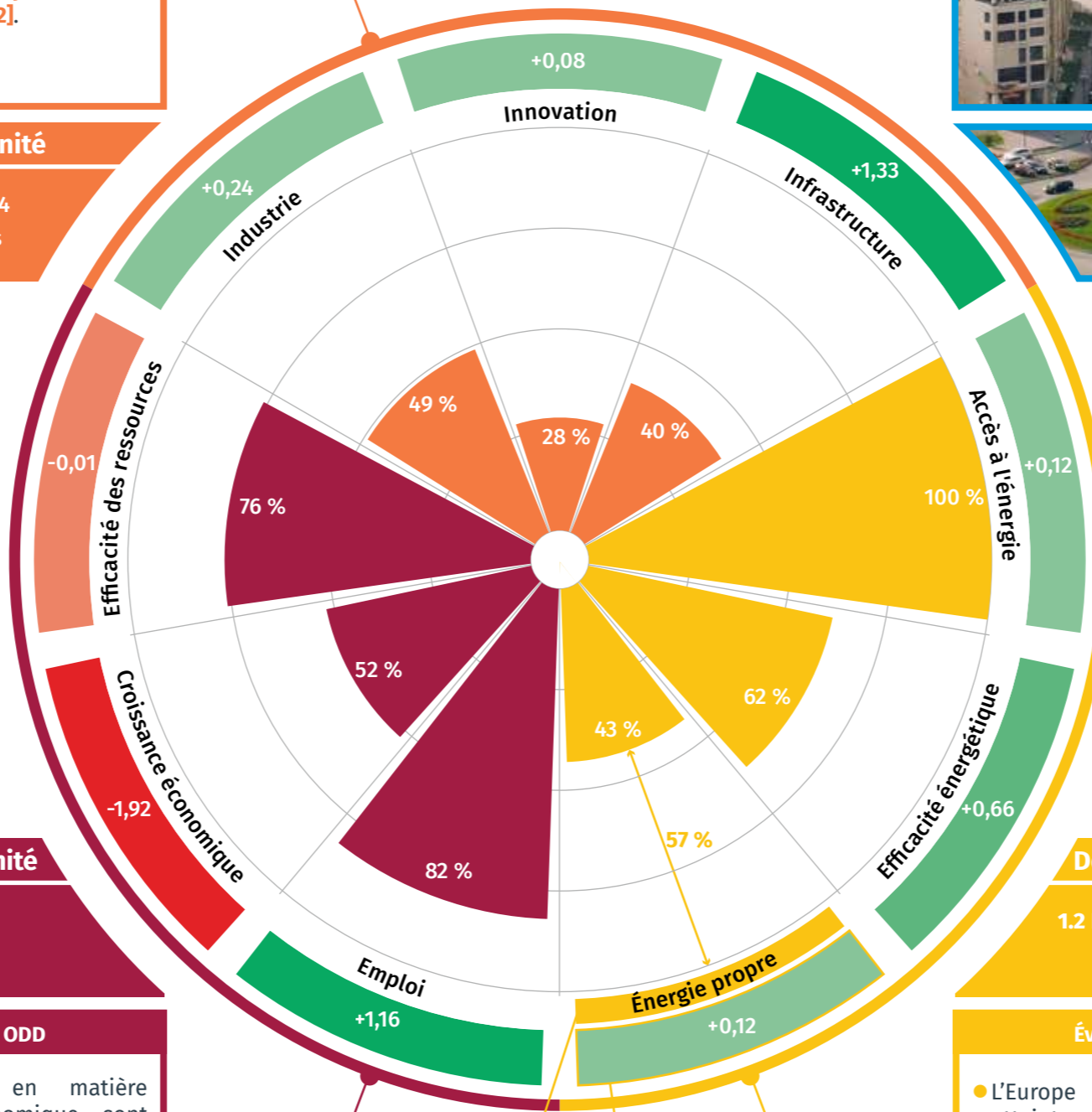
« Chaque pays d'Europe de l'Est a une trajectoire économique et des défis qui lui sont propres, de sorte que les mesures de politique industrielle utilisées dans la région sont très variées. La région souffre des défis mondiaux, tels que les crises alimentaire, énergétique, climatique ou de la dette, exacerbés par les conséquences économiques du conflit armé en Ukraine. L'examen à mi-parcours de l'Agenda 2030 est clair : nous ne sommes pas sur la bonne voie en ce qui concerne les ODD. Le développement économique durable nécessite des réformes permanentes, des investissements dans le capital humain et une attention particulière à l'innovation et à l'entrepreneuriat. En se concentrant sur l'industrialisation durable, l'innovation et la croissance économique inclusive, les pays d'Europe de l'Est feront des progrès substantiels vers les 17 ODD. »

“



Conseiller auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes de la République slovaque et ancien secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe

Distance par rapport aux cibles des ODD : l'Europe de l'Est en 2021



Évaluation des ODD

- Les résultats en matière d'**innovation** sont comparativement meilleurs que dans d'autres régions, mais les progrès ont été à peu près inexistant au cours de la dernière décennie.
- Un soutien ciblé visant à renforcer les écosystèmes d'innovation industrielle autour des technologies de l'industrie 4.0 peut stimuler la **compétitivité [2.1]** et la **diversification [2.2]**.

Domaines d'opportunité

2.1 Compétitivité de la RI4
2.2 Solutions numériques

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Domaines d'opportunité

3.1 Attraction des IDE qui se délocalisent
3.2 Plus forte intégration

Évaluation des ODD

- Les performances en matière de croissance économique sont comparativement meilleures que dans d'autres régions, mais elles se sont considérablement ralenties au cours de la dernière décennie.
- L'attraction des **IDE qui se délocalisent [3.1]** et un renforcement de l'**intégration régionale [3.2]** peuvent contribuer à inverser cette tendance.

Domaines d'opportunité

2.1
2.2

Politique en action

2.1 Tchèque : La stratégie S3 de la Moravie du Sud met l'accent sur les technologies 4.0 et l'innovation afin de s'assurer que la main-d'œuvre sera prête à relever les défis à venir.

2.2 Roumanie : La stratégie pour les TIC vise à faire du pays une plaque tournante des services numériques en Europe et à tirer parti des solutions numériques pour l'industrie manufacturière de pointe.

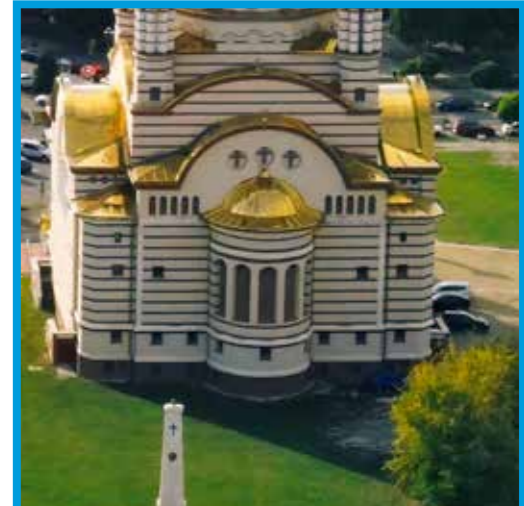
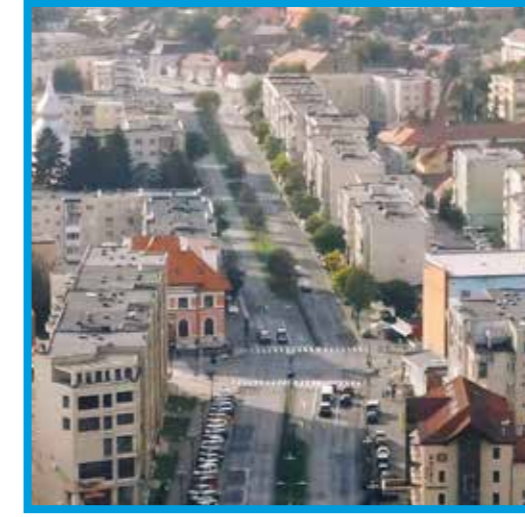
Politique en action

3.1 Serbie : Les technoparcs visent à attirer des investissements étrangers innovants et à haute technologie tout en stimulant l'innovation nationale et en renforçant les infrastructures

3.2 Slovaquie : Les subventions de contrepartie versées aux fonds de l'UE par l'Autorité pour la recherche et l'innovation (VAIA) visent à accroître la participation aux initiatives de l'UE et à stimuler l'innovation et l'industrialisation durables.

Domaines d'opportunité

3.1
3.2



Politique en action

1.2 Ukraine : La stratégie énergétique de 2017 et le programme *Feed in Tariff* (FIT) ont considérablement augmenté la part des énergies renouvelables dans le mix de production d'électricité.

1.2 Monténégro : La stratégie pour l'énergie renouvelable vise à faire du pays un exportateur régional d'énergie propre.

Évaluation des ODD

- L'Europe de l'Est est loin d'avoir atteint son objectif en matière d'énergie propre. Elle s'est lentement rapprochée de sa cible au cours de la dernière décennie.
- Les investissements dans la **production d'énergie renouvelable [1.2]** peuvent stimuler le développement industriel de la région.

Domaines d'opportunité

1.2

En 2021, les pays d'Europe de l'Est étaient, en moyenne, à 57 % de la réalisation de l'ODD relatif à l'énergie propre.

Comment lire ce graphique ?

Avant la COVID-19, les pays d'Europe de l'Est réduisaient, en moyenne, l'écart en matière d'énergie propre de 0,12 point par an.

SECTION 8. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : DE L'ÉVALUATION DES ODD AUX SOLUTIONS POLITIQUES



- Les résultats négatifs de l'Amérique latine et des Caraïbes³¹ en ce qui concerne les objectifs **industriels** requièrent des actions urgentes pour inverser un processus de désindustrialisation prématurée tout en promouvant les autres ODD.
- Les avancées importantes réalisées dans le déploiement d'**énergies propres** témoignent d'un engagement fort en faveur des pratiques durables. L'**accès à l'énergie** quasi universel dans la région est également louable et les efforts doivent être poursuivis pour maintenir ce résultat.
- La stagnation des progrès dans l'**emploi** au cours de la dernière décennie suggère la nécessité de mettre en place des politiques favorisant la création d'emplois et s'attaquant aux éventuels goulets d'étranglement structurels.
- La forte baisse de la **croissance économique** souligne la nécessité de politiques et stratégies transformatives pour revitaliser l'économie de la région.
- L'amélioration des **infrastructures** met en évidence la réussite d'interventions et investissements politiques, indiquant que l'accent est mis sur les moteurs de croissance fondamentaux.



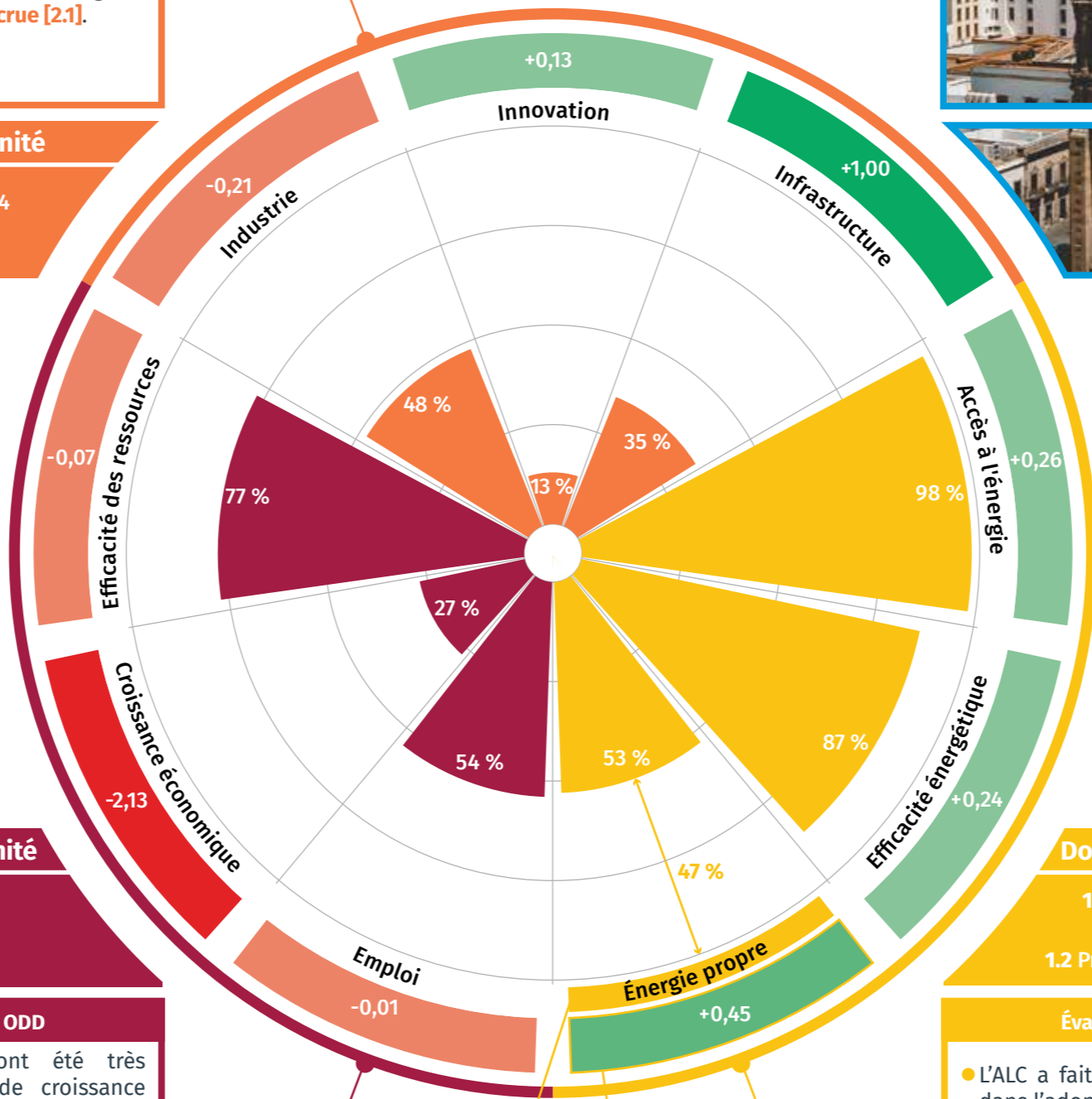
Rebeca Grynspar

« Il n'y a pas de développement sans une économie diversifiée et sans industrie – au sens large du terme. La nouvelle ère de mondialisation, où la politique industrielle et les régionalismes ouverts se développent, constitue pour l'Amérique latine et les Caraïbes une réelle occasion de diversifier leur structure économique et d'atteindre les ODD. Toutefois, cette nouvelle ère est également marquée par une grande incertitude, car les changements rapides mettent en péril les cadres commerciaux internationaux fondés sur des règles dont dépendent les petits et moyens pays. L'approfondissement de l'intégration intrarégionale de l'Amérique latine et des Caraïbes est sans aucun doute un pilier important nécessaire pour naviguer dans cette incertitude, et un projet attendu depuis longtemps dans la région. »



**Secrétaire générale de
la Conférence des Nations
Unies sur le commerce et
le développement (CNUCED)**

Distance par rapport aux cibles des ODD : l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) en 2021



Évaluation des ODD

- Les faibles performances de l'ALC en matière d'innovation indiquent qu'il s'agit d'un domaine critique à améliorer, car il peut entraver l'adoption des technologies et la croissance économique.
- L'exploitation des technologies 4.0 peut accélérer l'innovation et favoriser le développement industriel grâce à une **compétitivité accrue [2.1]**.

Domaines d'opportunité

2.1 Compétitivité de la RI4

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

Domaines d'opportunité

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Domaines d'opportunité

3.1 Attraction des IDE qui se délocalisent

4.2 Industries de la santé et de l'alimentation

Évaluation des ODD

- Les performances ont été très faibles en matière de croissance économique dans la région ALC, soulignant le besoin urgent d'actions ciblées.
- L'attraction des IDE qui se délocalisent [3.1] et la promotion du développement des industries à forte demande attendue [4.2], notamment la transformation alimentaire, peuvent contribuer à relancer la croissance économique dans la région.

Domaines d'opportunité

2.1

Politique en action

2.1 République dominicaine : L'initiative INFOTEP met l'accent sur la formation professionnelle pour l'économie verte et numérique.

2.1 Pérou : La stratégie pour la route numérique vise à renforcer les compétences numériques des PME, à promouvoir l'adoption de l'industrie 4.0 et le renforcement des compétences.

Politique en action

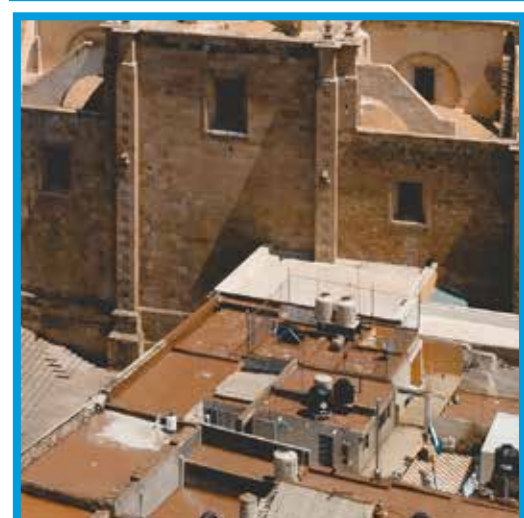
3.1 Mexique : Le projet de corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec vise à consolider la position du pays dans le commerce mondial et à attirer d'importants investissements directs étrangers.

4.2 Brésil : Le soutien à la recherche fourni par la Fondation Araucária dans le domaine des protéines alternatives vise à faire de l'État du Paraná un acteur de premier plan des produits carnés cultivés destinés à l'industrie alimentaire du futur.

Domaines d'opportunité

3.1

4.2



Domaines d'opportunité

7 ÉNERGIE ABORDABLE ET PROPRE

1.1 Produits de la transition énergétique

1.2 Production d'énergie propre

Évaluation des ODD

- L'ALC a fait des progrès significatifs dans l'adoption de sources d'énergie propres, mais il reste encore une large marge de progression.
- Le développement de la chaîne d'approvisionnement [1.1] autour des minéraux rares nécessaires à la transition énergétique et la production d'énergie propre [1.2] ouvrent à l'ALC d'importantes perspectives d'industrialisation.

Politique en action

1.1 Argentine : Le projet UniLiB exploite les vastes réserves de lithium du pays pour la production de batteries.

1.2 Chili : La stratégie nationale pour l'hydrogène vert vise à stimuler la production d'hydrogène à partir de sources renouvelables.

Domaines d'opportunité

1.1

1.2

En 2021, les pays de l'ALC étaient, en moyenne, à 47 % de la réalisation de l'ODD relatif à l'énergie propre.

Comment lire ce graphique ?

Avant la COVID-19, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes réduisaient en moyenne l'écart en matière d'énergie propre de 0,45 point par an.

Notes et Références

+40.25 \$

-05.75 \$

EO	IDGH	EJ+EO	LSM/VK	EJ+EO	EJ+EO	IDGH	EJ+EO	EJ+EO	IDGH	EJ+EO
560	0.650	86.560	▲ 24.7050	▲ 86.560	86.560	0.650	86.560	▲ 86.560	0.650	86.560
030	807.5	57.030	▲ 47.0540	▲ 57.030	57.030	807.5	57.030	▲ 57.030	807.5	57.030
540	0.607	5.7540	▲ 6760.70	▲ 5.7540	5.7540	0.607	5.7540	▲ 5.7540		5.7540
	0.650	86.560	▲ 24.7050		86.560	0.650	86.560			

▲ 24.7050 ▲ 86.560 0.650
▲ 47.0540 ▲ 57.030 807.5
▲ 6760.70 ▲ 5.7540 0.607





Section 1.1

¹ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2023. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. Rome : FAO.

² Élaboré par l'ONUDI à partir de la [base de données de la Banque mondiale sur les marchés des matières premières](#). Consulté le 15 octobre 2023.

³ Élaboré par l'ONUDI à partir de la [base de données des estimations modélisées de l'OIT](#), ILOSTAT. Consulté le 15 octobre 2023.

⁴ Banque mondiale, 2022. *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course* (Pauvreté et prospérité partagée 2022 : Corriger le cap). Washington, DC : Banque mondiale.

⁵ OMM (Organisation météorologique mondiale), 2021. *Atlas de la mortalité et des pertes économiques dues à des phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes (1970-2019)* Genève : OMM.

⁶ Élaboré par l'ONUDI à partir de [EM-DAT : The Emergency Events Database](#) mentionnée dans Our World in Data. Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED)/UCLouvain. Consulté le 15 octobre 2023.

⁷ Newman, R., Noy, I., 2023. *The global costs of extreme weather that are attributable to climate change (Les coûts globaux des conditions météorologiques extrêmes attribuables au changement climatique)*. Nat Commun 14, 6103.

⁸ UNDESA (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies), Division des statistiques, 2023. *Rapport sur les objectifs de développement durable 2023 : Édition spéciale*. New York : UNDESA.

⁹ Élaboré par l'ONUDI à partir de l'indicateur 12.a.1 « Capacité installée de production d'énergie renouvelable dans les pays en développement (en watts par habitant) » de la [base de données mondiale des ODD](#), Division des statistiques des Nations Unies (UNSD). Consulté le 15 octobre 2023.

¹⁰ Élaboré par l'ONUDI à partir de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), 2022. *Rapport sur la propriété intellectuelle dans le monde 2022 – La trajectoire de l'innovation*. Genève : OMPI.

¹¹ Élaboré par l'ONUDI à partir de la [National Accounts – Analysis of Main Aggregates \(AMA\) database \(base de données des comptes nationaux – Analyse des principaux agrégats\)](#), Division des statistiques des Nations Unies (UNSD). Consulté le 15 octobre 2023.

¹² Élaboré par l'ONUDI à partir de la [base de données World Population Prospects 2022](#), Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), Division de la population. Consulté le 15 octobre 2023.

¹³ Voir ONUDI, 2020. *Industrialization as the Driver of Shared Prosperity* et ONUDI, 2021. *Rapport sur le développement industriel 2022. L'avenir de l'industrialisation dans un monde post-pandémique* pour des études récentes sur les liens entre le développement industriel et les ODD.

¹⁴ Lavopa A. et Riccio F., 2023. *Manufacturing-led growth*, UNIDO Insights on Industrial Development (IID) Policy Brief, à paraître.

¹⁵ Lavopa A. et Riccio F., 2023. *The multiplier effects of industrial jobs*, UNIDO Insights on Industrial Development (IID) Policy Brief, à paraître.

¹⁶ Lavopa A. et Menéndez M., 2023. *Who is at the forefront of the green technology frontier? Again, it's the manufacturing sector*, UNIDO Insights on Industrial Development (IID) Policy Brief No. 6.

¹⁷ Bataille C. et Alfare, M., 2023. *Policy Packages for Decarbonizing Heavy Industry*, UNIDO Insights on Industrial Development (IID) Policy Brief, à paraître.

Section 2.1

Section 1.2

Section 2.2

Section 3.1

Section 3.3

5.1

6

7

8

¹⁸ Élaboré par l'ONUDI à partir de Juhász, R., Lane, N., Oehlsen, E., & Pérez, V. C., 2023. *Global Industrial Policy: Measurement and Results*, UNIDO Insights on Industrial Development (IID) Policy Brief No. 1.

¹⁹ Bureau des publications du gouvernement des États-Unis, 2022. *CHIPS Act of 2022*. Loi publique 117-167, 117e Congrès.

²⁰ Parlement européen, 2023. *European Chips Act* et Poitiers, N. F., et Weil, P., 2022. *Fishing for Chips: Assessing the EU Chips Act*, Briefings de l'Ifri (Institut français des relations internationales), 8 juillet.

²¹ Mazzucato, M., 2020. *Mission Economy : A Moonshot Guide to Changing Capitalism*, Londres : Allen Lane ; et Mazzucato, M. et Kattel R., 2023. *Mission-oriented industrial strategy*, UNIDO Insights on Industrial Development (IID) Policy Brief No. 2.

²² Les dimensions analytiques sont les suivantes. Pour l'ODD 7, l'accès à l'énergie (indicateur 7.1.1), l'efficacité énergétique (indicateur 7.3.1) et l'énergie propre (indicateurs 7.1.2, 7.2.1, 7.b.1) ; pour l'ODD 8, l'emploi (indicateurs 8.3.1, 8.5.2, 8.6.1, 8.8.2), la croissance économique (indicateurs 8.1.1, 8.2.1) et l'efficacité des ressources (indicateur 8.4.2) ; et pour l'ODD 9, l'industrie (indicateurs 9.2.1, 9.2.2, 9.4.1, 9.b.1), l'innovation (indicateurs 9.5.1, 9.5.2) et les infrastructures (indicateurs 9.1.2, 9.a.1, 9.c.1).

²³ Comme indiqué dans la [base de données mondiale des ODD](#), Division des statistiques des Nations Unies (UNSD). Consulté le 15 octobre 2023.

²⁴ L'analyse de cette section se concentre sur le « monde en développement », défini comme l'ensemble des économies non classées par l'ONUDI comme des économies industrielles à haut revenu. La classification la plus récente est disponible dans ONUDI, 2022. *International Yearbook of Industrial Statistics (Annuaire international des statistiques industrielles)*, Vienne : ONUDI.

²⁵ Les domaines prioritaires, les défis et les instruments politiques présentés dans la figure sont basés sur les notes de référence produites par Antonio Andreoni, Mateus Labrunie, David Leal-Ayala, Carlos López-Gómez, Jennifer Castañeda-Navarrete, Michele Palladino, Zongshuai Fan et Roman Stollinger

²⁶ Mazzucato, M., Kattel, R. et Ryan-Collins, J., 2020. *Challenge-Driven Innovation Policy : Towards a New Policy Toolkit*, J Ind Compet Trade 20, 421-437.

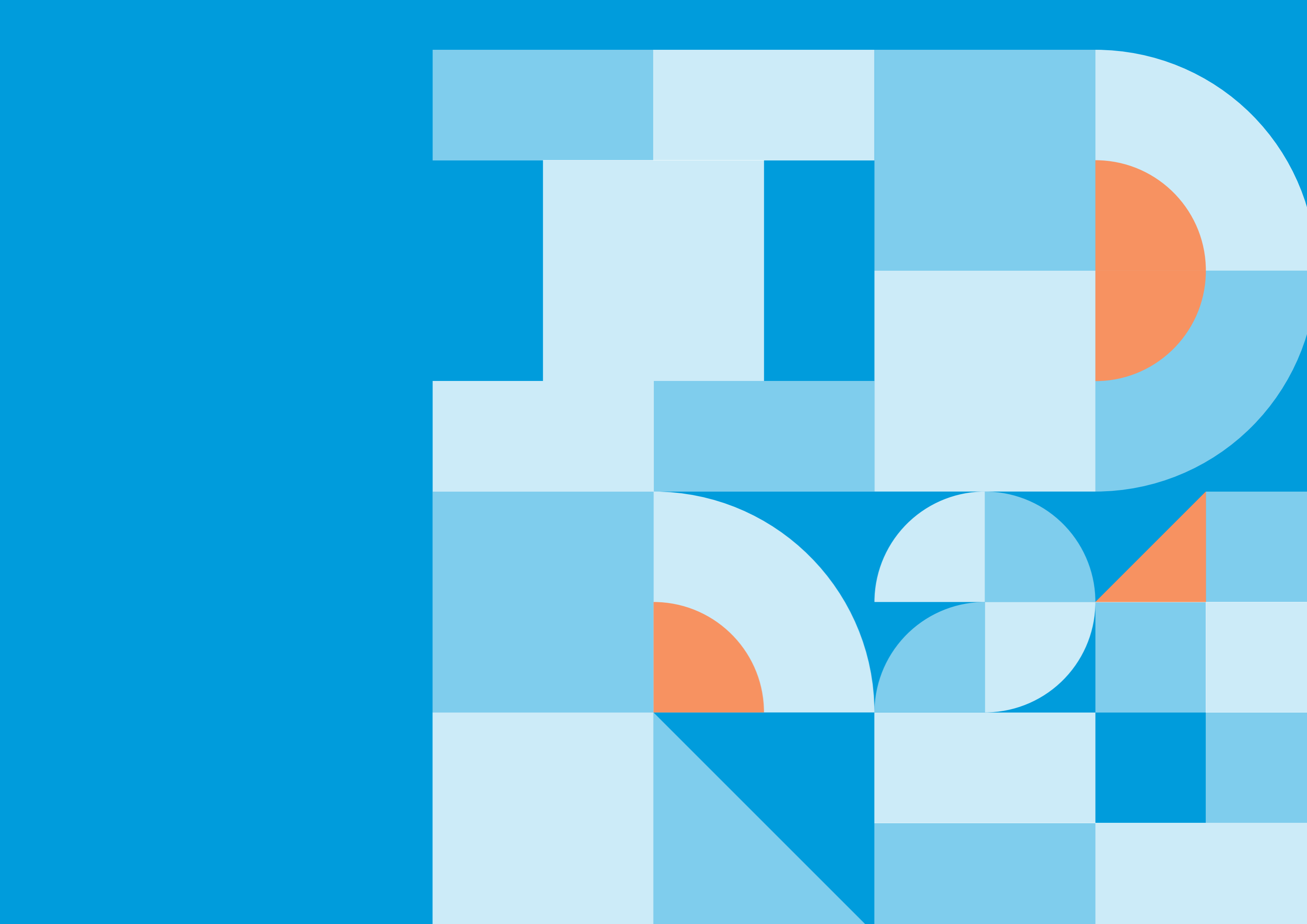
²⁷ Voir FEM (Forum économique mondial), Université de Cambridge et ONUDI, 2023. *The Future of Industrial Strategies: Five Grand Challenges for Resilient Manufacturing*, Livre blanc, FEM : Genève.

²⁸ Voir <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category.html>

²⁹ L'analyse de cette section se concentre sur les économies en développement de l'Asie-Pacifique, définies comme celles non classées par l'ONUDI comme des économies industrielles à haut revenu. La classification la plus récente est disponible dans ONUDI, 2022. *International Yearbook of Industrial Statistics (Annuaire international des statistiques industrielles)*, Vienne : ONUDI

³⁰ L'analyse de cette section porte sur tous les États d'Europe de l'Est figurant dans le [groupe régional](#) correspondant de l'Assemblée générale des Nations Unies.

³¹ L'analyse de cette section porte sur tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes figurant dans le [groupe régional](#) correspondant de l'Assemblée générale des Nations Unies.





**Organisation des Nations Unies pour
le développement industriel (ONUDI)**

Vienna International Centre
Wagramer Str. 5, P.O. Box 300,
A-1400 Vienne, Autriche



+43 1 26026-0



www.unido.org



unido@unido.org



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL